l'organe

voyou de ville

ISSN 1916-4947 Université Concordia • mensuel • volume 10 • numéro 2 • avril 2011 www.lorgane.org

LA RUE

Art sous pression : Le graffiti à Montréal 6

Des partis politiques qui affichent (un peu trop) leurs couleurs? 8

Graffitis Non-Toxiques 11

Planche qui roule n'amasse pas mousse 14

Film Routier : Critique du film Route 132 16

La Toponymie Montréalaise : À la recherche d'un consensus 18

Cactus Montréal : La question épineuse 20

Parkour : Lorsque rue et terrain de jeu se confondent 22

Trésordures 24

La technologie au secours de la voirie 26

La chanson engagée s'essoufle 28

Un Québec qui stagne : un messie qui tarde? 30

Maîtres la rue 32

Rues d'ici et d'ailleurs 35

Bédé du mois 37

rOgane

DIRECTION GÉNÉRALE
Directrice générale
Gabrielle Lefort

Directeur des communications
Vincent Gendron

Directrice des finances
Vera Zabeida

GRAPHISME
Directeur artistique
Guillaume Dubois

Éditeur photo
Milosz Jurkiewicz

Collaboration photo
Hans Bobànovits
Clovis-Alexandre Desvarieux

Illustration
Philip Larouche

Mise en page
Stéfanie Viens

RÉDACTION
Rédacteur en chef
Antoine Leclerc

Chef de pupitre culturel
Florence Savard

Chef de pupitre société
Émilie Carbonneau

Chef de pupitre politque
Julien Poirier-Malo

COLLABORATEURS
Jasmine Papillon-Smith
Joanie Péloquin-Dumoulin
Emmanuel Delacour
Sophie Ginoux

MERCI À
Marie Denault & Vincent Gendron

L'Organe
2150 Bishop, suite K-240
Montréal, QC
H3G 1M8
ISSN 1916-4947
Imprimé à Montréal par Hebdo Litho

COUVERTURE

Photo : L'équipe de l'Organe

CUL-DE-SAC

Gabrielle Lefort
dg@lorgane.org

« La rue est le cordon ombilical qui relie l'individu à la société, » disait Victor Hugo.

La rue, à Montréal, c'est plus que du bitume et des trottoirs fendus. C'est un repère, comme quand on dit, « On se retrouve coin Sherbrooke et Saint-Denis ? ». C'est une source infinie de frustration, comme quand on s'accroche sur un pan un peu plus haut et qu'on choit disgracieusement, ou qu'on se met le pied dans un nid de poule beaucoup trop gros pour héberger une si petite volaille. C'est une petite leçon d'histoire, chaque fois qu'on croise un nom inconnu et qu'on se demande ce que cet inconnu a bien pu faire pour qu'on baptise une rue en son honneur.

La rue, à Montréal, c'est tout ce qu'il y a de plus beau et de plus laid, de plus sale et de plus propre. C'est un caméléon qui s'adapte à la faune qui la peuple et qui prend, chaque jour, un nouveau visage et une nouvelle couleur. C'est une plateforme, une scène où se déroulent toutes sortes de choses, des crimes les plus violents aux plus belles œuvres d'art. La rue, c'est l'anonymat, le bonheur de se perdre dans une foule et de n'être qu'un corps parmi tant d'autres. Mais la rue, c'est aussi le symbole du pouvoir populaire ; après tout, que serait Montréal si les étudiants ne pouvaient pas descendre dans les rues et manifester contre les hausses des frais de scolarité ? Dans la rue, comme ailleurs, la loi du plus fort est toujours la meilleure.

C'est donc en vous faisant l'éloge de la rue montréalaise que L'Organe vous tire sa révérence pour l'été.

ART SOUS PRESSION : LE GRAFFITI À MONTRÉAL

Le graffiti, mouvement *underground* né dans la rue, est aujourd'hui sorti des tunnels pour être exposé sous les feux de la rampe. Esthétique reprise dans le milieu de la pub, toiles d'artistes graffiteurs qui se négocient à prix d'or dans les galeries de Montréal, Paris ou New York : le mouvement s'est vraiment fait une place au soleil. Cependant, entre les superstars du milieu, les galeristes aux aguets et les jeunes tagueurs acharnés, le mouvement ne sait plus où donner de la tête. Le graffiti, en voulant s'approcher trop près du soleil, n'est-il pas en train de se brûler les ailes ?

Kocila Makdeche

Graffiti : Quoi, quand, où ?

Le graffiti naît au début des années 70, comme un enfant trouvé dans les tunnels de métro de la Grosse Pomme. Un parasite en somme, qui se répand un peu partout dans le réseau et laisse découvrir aux New-Yorkais de nouvelles rames peintes chaque matin. Le phénomène devient un mouvement, puis une véritable contre-culture prônant une démocratisation et une liberté dans l'art, dont des peintres comme Jean-Michel Basquiat se réclament. Évoluant aux cotés du hip hop, le mouvement s'exporte en Europe, puis à Montréal au début des années 90, autour de pionniers comme l'artiste graffiteur Zeck, membre du collectif international *156 All Starz*.

Montréal : une ville qui a la gouache !

Montréal, comme beaucoup de grandes métropoles, a développé une scène graffiti et un style bien à elle. Comme l'explique le graffiteur montréalais Fleo, « le style montréalais est assez spécifique en Amérique du Nord ». S'il est naturellement influencé par le style new-yorkais, il est aussi « marqué par ce qui se fait en Europe aujourd'hui, notamment par les scènes parisienne et berlinoise ». En effet, comme Paris ou Berlin, Montréal s'est imposée comme une capitale internationale du graffiti. Chaque année depuis 2004, le festival Under Pressure rassemble à Montréal de grosses pointures de la sphère autour de grandes fresques et de concerts, initialement donnés aux Foufounes Électriques. L'événement offre aussi une tribune en or à la scène hip hop montréalaise. Dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve, le Café Graffiti s'est aussi imposé comme une institution centrale du mouvement, en organisant des événements et des ateliers pour faire sortir la discipline de l'ombre.

Il suffit d'arpenter les rues montréalaises pour découvrir le dynamisme pictural de la métropole. Que ce soit à la vue des toits du boulevard Saint-Laurent, des *spots* de Montréal-Nord ou des fresques sur certains murs du Quartier-Latin, la scène graffiti est bien vivante. Légalement ou non. La Ville de Montréal a d'ailleurs mis en place en 2003 le Programme graffiti. Celui-ci organise des expositions et met à la disposition des artistes certains murs de la ville dans le but « d'offrir aux jeunes une alternative aux graffitis illégaux en faisant la promotion des graffitis artistiques ».

Café Graffiti : une institution à Montréal

Au 4237, rue Sainte-Catherine Est, le Café Graffiti est devenu une institution à Montréal en termes de graffiti et de culture hip hop. À la base un point de rencontre pour des jeunes en difficulté, le Café Graffiti a pris pour mission de faire reconnaître les graffiteurs comme de véritables artistes. C'est aujourd'hui l'instigateur de nombreux événements culturels sur le thème de la peinture urbaine ou de la musique. Chef de file de la culture graffiti à Montréal, il réunit un public de plus en plus large.

Si ce projet démontre l'intérêt des pouvoirs publics pour le mouvement, il témoigne aussi d'une volonté de le régulariser et de le contrôler. Sur ce point, Fleo souligne la nécessité pour le graffiti montréalais de « rester un mouvement libre et populaire, pas pris en main ni par les pouvoirs publics, ni par les galeries d'art ». Pour ça, « il doit donc rester en partie illégal et surtout dans la rue ». C'est bien là la grande question !

Graffiti : Un art qui se brûle les ailes ?

De nos jours, le graffiti sort de l'ombre et se fraie une place sous les projecteurs, ce qui est loin de satisfaire tous ses protagonistes. On le voit en écoutant les textes du rappeur Áketo à propos du mouvement : « J'ai toujours souhaité qu'il finisse par exploser, quand c'est arrivé je me suis senti dépossédé. » (tiré du morceau *Retour aux sources*). En questionnant la nouvelle génération de graffiteurs, on comprend également les paradoxes qui hantent actuellement le mouvement. Le graffiteur français Veat, qui affirme faire partie de la « troisième génération du graffiti », présente le problème ainsi : « Le graffiti est né dans la rue en tant que mouvement *underground* et a du mal à rester fidèle à ses origines. S'il est né avec le hip hop, il prend parfois le même chemin que lui, celui de la marchandisation et, comme lui, perd parfois son essence. »

En effet, si le graffiti a acquis une certaine reconnaissance en s'invitant dans les galeries d'art et les musées, il ne résiste pas au phénomène de marchandisation extrême, tout comme l'art contemporain. En moins d'une décennie, les prix auxquels se négocient certaines toiles ont pris des proportions astronomiques. Le record est détenu par le pionnier new-yorkais Quik, qui a vendu un tableau pour la somme de 875 000 $ US. Un peu cher pour un art de rue, non ?

L'année dernière, le pochoiriste bristolien Banksy a porté au cinéma ces questionnements avec la sortie de *Exit Through the Gift Shop*. Ce film, à la croisée du documentaire et de la fiction, raconte les péripéties de la vie du pseudo-artiste Thierry Guetta, se surnommant « Mr. BrainWash », dans sa quête pour devenir une *street-art superstar*. Le film livre, sur un ton ironique, une critique incisive du phénomène de marchandisation abusive du *street-art*, conséquence de la recherche de notoriété et de profit de certains graffiteurs et galeristes. Le réalisateur met sur la table les grands paradoxes qui animent aujourd'hui le mouvement et frappe là où ça fait mal.

SUHA : journal intime d'une graffiteuse montréalaise

Robert Reis, réalisateur, photographe, peintre et étudiant à Concordia, a mis en scène l'année dernière un court métrage intitulé SUHA. Il y dépeint, sous la forme d'un documentaire/fiction, le parcours de la graffiteuse montréalaise SUHA dans ce milieu contre-culturel essentiellement masculin qu'est le graffiti. Un court métrage à voir !

Mais où est « l'art » dans tout ca ?

En effet, le graffiti, plus qu'une simple esthétique, est un mouvement avec sa culture et ses valeurs. Il prônait à ses débuts un art libre, alternatif et gratuit pour le peintre comme pour le passant. Mais le graffiti « a toujours eu soif de reconnaissance », explique Veat. Reconnaissance qu'il a trouvée aujourd'hui dans le marché de l'art. Le graffiti est-il un *art junky*, accroc à une recherche de notoriété qui le perd ? En partie, selon Veat, qui explique sa version du problème : « Le mouvement est divisé et le message initial est détérioré. Les gens ne font pas le lien entre les tableaux qu'ils vont voir dans les galeries et les graffs qu'ils voient dans les rues autour de chez eux. Les premiers sont vus comme un mouvement artistique et les seconds, comme de la dégradation, alors qu'ils sont tous deux issus du même mouvement, du même message de liberté. »

Le graffiti devait-il entrer dans les pièces lumineuses du musée pour sortir de l'ombre et être reconnu en tant que véritable mouvement artistique ? Se corrompt-il plutôt en oubliant sa véritable essence artistique qui est de « peindre pour tous en n'étant personne » ? *Tags* sauvages sur les voitures de métro et toiles de maître travaillées en atelier peuvent-ils se réclamer du même art ? Autant de questions qui méritent d'être posées. Le graffiteur Yko y répond d'une manière intéressante en considérant « la démarche comme [la] véritable essence artistique du graff ». Que ce soit chez des « gosses qui sortent à 3 h du matin pour taguer un train ou ceux qui exposent en galerie, ce qui compte c'est l'énergie qui réside derrière. Il n'y a pas de graffiti vandale et de graffiti artistique, ce qui compte c'est la démarche, que les choses bougent ! ». Que dire d'autre à part que la frontière entre vandalisme et art ne peut pas vraiment être le seuil de la porte des musées ? Nos rues nous parlent : tentons de les comprendre.

Photo : Clovis-Alexandre Desvarieux

DES PARTIS POLITIQUES QUI AFFICHENT (UN PEU TROP) LEURS COULEURS ?

Les cinq sous pour un sac de plastique, les cinquante dollars pour faire le plein chaque semaine, les regards haineux lorsqu'un quotidien gratuit est jeté dans une poubelle au lieu d'un bac vert, la taxe sur l'immatriculation visant à financer le transport en commun... Tous des éléments bien banals de notre quotidien qui auraient soulevé l'ire des occidentaux il n'y a pas même dix ans. Avec un mouvement de conscientisation aussi incisif s'abattant sur la société, comment expliquer la dérangeante omniprésence d'affiches électorales dans nos villes à chaque campagne, sans qu'aucune véritable remise en question n'ait lieu ? Voilà qui est bien mystérieux.

Julien Poirier-Malo
politique@lorgane.org

Malgré l'avènement de multiples technologies de communication dans les dernières décennies, la mécanique promotionnelle des partis politiques demeure sensiblement la même d'une campagne électorale à l'autre. En l'espace de quelques jours, les lampadaires et autres poteaux de tout un territoire se retrouvent maladroitement ornés de découpes de plastique ondulé qui présentent les candidats sous leur meilleur jour, à côté d'un slogan n'évoquant généralement rien de bien percutant. Devant une immanquable répétition de couleurs, de formes et de messages politiques redondants, les électeurs semblent être devenus immunisés contre cette propagande visuelle. De plus, vu le manque criant de réglementation pour encadrer ce type d'affichage, une quasi-loi de la jungle règne en ce qui concerne l'emplacement, le nombre et le format des écriteaux utilisés. Alors qu'on voit miroiter la possibilité d'élections fédérales au printemps à la suite du dévoilement du budget Harper, une question se pose : les traditionnelles campagnes promotionnelles de rue sont-elles encore justifiées ?

D'abord, d'où viennent ces affiches ? Apparues dès le XVIIe siècle en Europe, elles présentaient d'abord des messages courts et faciles à mémoriser, visant à mobiliser et informer une population de plus en plus alphabétisée. Toutefois, c'est seulement à partir de la seconde révolution industrielle qu'une utilisation plus symbiotique de l'image et du texte sera observée dans la publicité tant privée que politique. C'est sans doute la Deuxième Guerre mondiale qui aura été le théâtre de la plus mémorable propagande. On y a vu des slogans percutants encourageant, notamment, l'enrôlement, ainsi que la venue des femmes sur le marché du travail. De nos jours, l'affichage électoral va de concert avec le manque d'engagement des élus et de leurs électeurs qui, soit dit en passant, n'a rien d'atavique. Il semble que ce soit plutôt lié à l'absence de réels projets et enjeux sociétaux.

Dans le climat politique actuel, le pays se prépare à une autre offensive d'affichage électoral. À ce jour, la seule véritable réglementation régissant cette pratique interdit aux partis politiques de placer des affiches sur un monument, un arbre, une bouche d'incendie, un pont, un viaduc, un pylône électrique ou à proximité d'un lieu de scrutin. Les écriteaux ne doivent pas non plus entraver la circulation automobile et piétonnière ni gêner la visibilité de la signalisation. Autrement, seul le jugement des politiciens dicte la nature du décor dans lequel les citoyens sont plongés durant les semaines précédant le scrutin, ce qui permet de comprendre la présence d'un affichage abusif dans plusieurs grandes villes au pays.

Or, il y a lieu de se demander : pourquoi de telles pratiques sont-elles tolérées ? La réglementation encadrant l'affichage électoral relève en partie du palier municipal. Il serait donc possible pour la Ville de Montréal, par exemple, de prendre exemple sur certains pays d'Europe et d'interdire la propagande visuelle des partis à l'extérieur d'espaces d'affichage prévus à cet effet. C'est le cas de la France qui, sur l'entièreté de son territoire, interdit aux formations politiques d'apposer une quelconque sorte d'écriteau, à moins que ce ne soit sur un panneau prévu à cette fin. Cette mesure améliore de surcroît la sécurité routière et publique, en plus de réduire au minimum la pollution visuelle. En Europe de l'Est, c'est l'Estonie qui innove en prohibant tout affichage électoral dans les lieux publics depuis 2009. En résumé, chez nous, l'espoir d'une publicité politique plus discrète repose principalement sur l'initiative des partis. Lors des élections municipales à Montréal en 2009, Gérald Tremblay, d'Union Montréal, et Louise Harel, de Vision Montréal, ont pratiquement renoncé au traditionnel véhicule promotionnel et ont privilégié les plates-formes électroniques, une première au Qué-

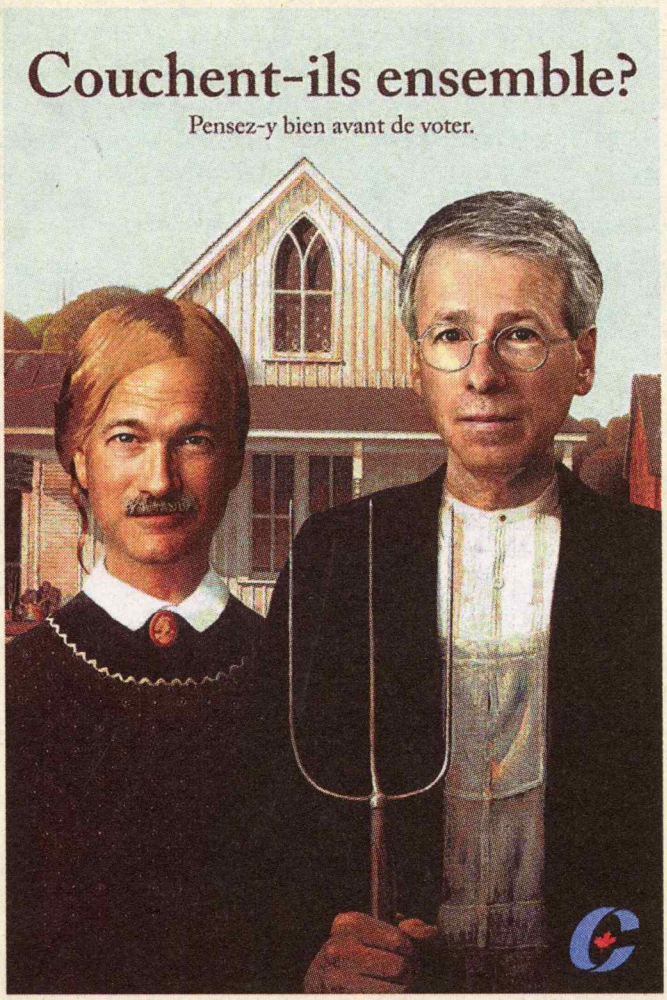
bec. En plus de faire des économies estimées à 300 000 $, les deux partis ont encouragé une approche moins polluante, tant au point de vue environnemental qu'au point de vue visuel.

Nelu Wolfensohn, professeur titulaire au programme de design graphique de l'UQAM, a dirigé, dans le cadre d'un cours, six exercices de design d'affiches électorales depuis 2002. Regroupés en plusieurs équipes, les étudiants sont tenus de produire une affiche électorale pour un parti qui leur est confié au hasard. Cela a permis de découvrir que lorsqu'une approche beaucoup moins conservatrice ou politiquement correcte est adoptée, les résultats peuvent être surprenants **[FIGURE 1]**. Selon Wolfensohn, même s'il est irréaliste de croire que de tels concepts promotionnels décoreront nos rues un jour, « les partis vont polluer la ville avec des affiches de poteaux qui montrent des inconnus et il n'y a pas de message. Pas de message subliminal. C'est d'une tristesse absolue. Les comités de décision veulent un profil bas, tout le monde a peur de se brûler ou d'être blâmé... ». Il ajoute que le manque de réglementation en matière d'affichage contribue au déluge visuel. « Chez nous, à Montréal, parmi tous les autres problèmes, il n'y a aucune politique d'affichage concertée, ce qui veut dire que l'affichage est sauvage. La ville n'a jamais prévu d'espaces d'affichage qui sont contrôlés et gérés. »

Tout bien considéré, la question de la nécessité d'un tel affichage demeure. En cette ère de multiples technologies de communication et de médias sociaux, l'affichage électoral est-il encore justifiable ? Est-ce en s'affichant en bordure des axes routiers que les partis rallieront plus de jeunes, dont une majorité montre peu d'intérêt pour la chose politique ? Aucun consensus ne peut être établi. Cette publicité visuelle exerce une influence, certes, mais devrait-elle être considérée comme voie de promotion majeure des élus ?

Dans *Les Médias Sociaux 101,* l'auteure et blogueuse Michelle Blanc utilise la campagne électorale de Barack Obama en 2008 comme exemple de présence active sur les réseaux sociaux. Ce type de campagne, en plus de contraster avec l'approche plus conservatrice de McCain, illustre le fossé qui sépare certaines formations politiques d'ailleurs de nos partis politiques canadiens et québécois qui, en règle générale, ne participent que sporadiquement aux nombreuses discussions prenant place sur la *Twittosphère.* Même avec l'appui de statistiques, il est difficile de déterminer quel impact les affiches électorales ont réellement sur les résultats du scrutin. Par contre, une réglementation plus stricte, comme les limitations auxquelles les Français sont soumis, ne pourrait qu'éliminer un effet visuel néfaste qui étourdit les Canadiens à chaque élection, tous paliers confondus.

En somme, difficile de tracer un portrait exact de la situation de l'affichage électoral en termes de réglementation, de design et d'impact sur le suffrage. Chaque campagne électorale soulève son lot de contestations visant, notamment, les répercussions écologiques notoires d'un tel abus, mais aucune de ces manifestations ne semble mettre en doute la légitimité de telles opérations publicitaires de la part des différentes formations politiques. Alors que les partis fédéraux se préparent à d'éventuelles élections, aucune initiative particulière concernant l'offensive publicitaire ne s'est fait entendre. Quant au terreau québécois, seul l'avènement du Réseau Liberté-Québec dans la famille des partis politiques en bonne et due forme pourrait peut-être amener une approche novatrice en ce sens. Joanne Marcotte et Éric Duhaime seront-ils en mesure de surprendre la population ? Cela reste à voir. Pour le moment, contentons-nous des inconfortables sourires de Harper et Charest et de leurs anesthésiants slogans...



Evelyne Caillé-Guibert, Francis P. Paquin

NDLR: Au moment de mettre sous presse, les élections sont déjà déclenchées.

GRAFFITI NON-TOXIQUES

Florence Savard
culturel@lorgane.org

Matt Chapman, bloggeur sur un site de design écologique, écrivait : « À quel moment le fait de nettoyer les rues devient-il un crime ? Quand c'est fait dans un but artistique. Bien entendu. »

Malgré son évolution depuis les balbutiements du graffiti, le *street art* est toujours considéré comme une forme d'art hors-la-loi, comme une atteinte à la propriété publique et privée. Beaucoup de gens et d'autorités ont encore énormément de difficulté à accepter ces formes d'art public non officielles. Même l'arrivée du *reverse graffiti*, ou de tout ce qui se classe sous la catégorie éco-*tag* dont parle Chapman, laisse certaines personnes sceptiques quant à leur droit d'exister. Il n'en demeure pas moins que cette catégorie d'art public est probablement beaucoup plus légitime puisqu'elle est souvent temporaire et propre.

Selon certains, les graffiteurs qui utilisent la peinture contribuent à ajouter de la couleur aux paysages urbains. D'un autre côté, ils y laissent un composé organique volatile (COV) dangereux, notamment pour la couche d'ozone. Les éco-*taggers* préfèrent utiliser des matériaux naturels comme l'eau, la boue, la mousse végétale, et parfois même des tricots.

Ce qui est dommage dans la pratique du graffiti « traditionnel », c'est que les COV sont émis une première fois lors de la création du tag et possiblement une deuxième fois lors du nettoyage du tag. Surtout si ce dernier est « fait maison » et suit, par exemple, les recommandations de la Ville de Montréal. En effet, malgré que la Ville conseille d'utiliser des nettoyants à ph neutre, elle ne soustrait pas de la liste de produits suggérés les solvants et dissolvants (produisant aussi des COV). Au contraire, elle recommande leur utilisation à maintes reprises dans la liste. Conséquemment, certains artistes de la rue préfèrent se tourner vers une alternative plus verte.

La publicité verte

La plupart d'entre nous en a fait l'expérience au cours de leur enfance: tracer un petit message sur une voiture sale (le fameux et ironique « lavez-moi! »), construire un château de sable, ou même faire la cueillette de pierres, de feuilles et de brindilles pour en faire un dessin sur le sol. Des artistes tels que Paul "Moose" Curtis tente de « réclamer » ces matières. Comme le révèlent les noms qu'il s'approprie lui-même, *Dirt Boy* ou *Professor of Dirt*, Moose se fraye un chemin à travers la saleté. Elle devient son medium de représentation. L'artiste est à l'origine du concept du *reverse graffiti*. Il semble que l'idée lui soit venue un jour alors qu'il travaillait dans un restaurant comme plongeur. « J'était assis et à un moment j'ai remarqué une tache. J'ai sorti un linge et j'ai seulement essuyé cette petite tache, mais avec ce petit geste, j'ai laissé une plus grande trace ou j'avais nettoyé. J'ai essayé de la diffuser, mais j'en ai conclu qu'il faudrait que je nettoie tout le mur. Une fois le mur propre, j'avais une drôle d'impression et je me suis dit que j'allais devoir nettoyer tout le restaurant maintenant. »

Cette idée l'a mené jusqu'à un projet financé par Green Works, une compagnie de produits nettoyants biodégradables. Avec le support de Green Works, Moose a créé une grande murale à l'entrée du tunnel Broadway de San Francisco. Le projet s'est réalisé à l'aide de grands pochoirs et de tuyaux d'arrosage et représente une végétation indigène qui, selon l'artiste, aurait existé, cinq cent ans auparavant sur le site même du projet. Lors d'une conférence à Melbourne en 2010 dans le cadre du festival de design Agideas, l'artiste affirme que, pour lui, le *reverse graffiti* est un peu comme la voix de la nature : « Le message se trace dans la saleté comme il circulerait dans le sang. » Dans le même ordre d'idée, il affirme qu'il aime particulièrement représenter des fleurs pixélisées, sur le point de disparaître, pour illustrer le côté éphémère de la nature face à une pollution extrême.

Catacombes dans la saleté

Alors que Moose utilise le reverse graffiti pour faire de la publicité verte (ou brune comme il le dit), Alexandre Orion, artiste de la rue originaire de São Paulo, lui le fait pour soulever le problème écologique et social. À l'été 2006, il a commencé un projet "Art Less Pollution" dans le tunnel d'Ossario. Dans une entrevue avec le magazine *Brain*, un magazine culturel français, Orion affirmait : « São Paulo est une ville pleine de contrastes. Il y existe un vrai fossé entre les classes riches et la misère du peuple. Il y a une forte opposition entre nature et pollution, beauté et abandon··· Ce sont toutes ces discordances qui m'inspirent. » Il continue : « [···] dans les pays du tiers-monde, ces situations sont exaltées par le manque de structures, la mauvaise répartition, que

dis-je, le grand écart entre les revenus, l'accès à l'éducation, la culture, la santé··· São Paulo est malheureusement l'endroit idéal pour réfléchir à ces injustices. Dans mon travail, j'essaie de faire ressortir cette réflexion que je conçois comme universelle et indispensable à chacun d'entre nous. »

Pour son projet à Ossario, Orion a choisi de représenter des crânes humains en traçant ses dessins à même la saleté du tunnel. Il explique : « La municipalité avait construit ce tunnel. Il était tout jaune à son inauguration. Puis nous l'avons vu devenir de plus en plus gris. En très peu de temps, ses murs ont été complètement recouverts par la suie. J'ai été clairement choqué par cette pollution. » Jose de Souza Martins, professeur de sociologie à l'université de Sao Paulo, affirme à propos de ce projet : « Il [Orion] offre une visibilité à cette pollution sournoise habillement masquée. La pollution tue. [···] Son travail s'adresse aux vivants et interroge les gens qui passent par là. Il souligne notre négligence, notre confortable tolérance de cette pollution, notre "je ne le savais pas". [···] Il retire la saleté collée sur les murs, collée sur notre peau, sur nos poumons, nos yeux. Dans l'opposition entre la saleté et la propreté, il construit un discours visuel des droits de l'Homme et crie sa liberté face au silence des morts. » Orion, lui, avoue s'être inspiré de l'idée de catacombes pour son projet. En effet, le tunnel peut rappeler des voies souterraines ou sont exposés des crânes. Cette idée fait aussi référence à la fatalité d'un problème écologique, c'est-à-dire qu'on peut en conclure qu'on se retrouvera tous au même endroit dans la mort.

La nature laisse sa trace

Trois autres artistes du *tag* écolo utilisent des matières naturelles pour faire leurs graffitis. Jesse Grave, artiste originaire du Wisconsin, confectionne des pochoirs en bois, puis applique de la terre sur sa surface de travail. Ses dessins véhiculent des messages écologiques (vélos, plantes, animaux) ou engagés (bouteilles

d'huile). Anna Garforth, elle, applique des mousses végétales sur les murs. Pour elle, l'œuvre n'est pas victime de l'environnement, elle EST l'environnement. En effet, non seulement la mousse est une matière vivante, mais dans ses graffitis, elle vit, elle pousse et son graffiti évolue jusqu'à disparaître.

Enfin, deux artistes torontois, Eric Cheung et Sean Martingale, ont développé une technique pour replier des affiches dans les villes et en faire des pots de fleurs. Ces deux artistes critiquent d'abord les lieux d'affichage, ils expliquent : « Le projet réclame l'espace temporairement à la publicité illégale pour montrer qu'il y a d'autre possibilités. Nous trouvons intéressant de voir comment une personne peut "pirater" la ville pour en faire un espace plus agréable, plus créatif. »

De plus, leur projet Poster Pocket Plants s'apparente aux murs végétaux, ces jardins verticaux développés en architecture, qui améliorent la qualité de l'eau et de l'air. Les artistes de ce dernier projet, ainsi que Jesse Grave avec son projet *Mudstencil,* encourage fortement leurs partisans à faire comme eux. Sur leurs sites web, ces artistes rendent accessible deux patrons simples à réaliser dans le cas du *Poster Pocket Plants* et des directives par étapes pour *Mudstencil.* Cheung et Martindale affirme que leur intention ici est de rendre cette forme de militantisme accessible à tous. Ils encouragent tout le monde à participer et même à trouver de nouvelles formes de pots de fleurs.

Une forme d'expression éphémère

Le plus difficile avec le projet *Poster Pocket Plants*, selon leurs auteurs, c'est de garder les plantes en vie. Martindale confirme : « Ces interventions sont éphémères et nous reconnaissons que les plantes mourrons éventuellement, même si elles ne sont pas endommagées. Par contre, si suffisamment de gens voient l'installation et réfléchissent à ce concept avant qu'il soit mis à terre, ça vaut la peine. » Pour la plupart des artistes du graffiti écologique, l'aspect temporaire de leur installation est inévitable et il fait partie de l'œuvre, comme le confirme Orion. « Le côté éphémère est juste la conséquence de l'art que j'ai décidé de pratiquer. » Il ajoute : « [···] tout le monde n'est pas forcément le bienvenu dans certaines zones publiques, tout comme dans certaines galeries. Moi je veux croire que tout espace est public. Et quand tu peins quelque chose dans la rue, même si cela ne dure que deux secondes, cet instant peut être gravé à jamais dans la mémoire des gens. »

Selon De Souza Martins, à propos d'Orion, l'artiste créé une sorte d'art d'un instant, un art délicat qui est peu apprécié dans un monde comme le nôtre. C'est un peu ce que les artistes du tag écolo soulèvent dans leur art; la délicatesse, le côté éphémère de toute chose. D'un autre côté, ils critiquent le rythme accéléré de consommation, d'utilisation et d'exploitation de nos ressources et énergies (minières, forestières, humaines, etc.).

Solène Couturier, tricoteuse de rue et co-fondatrice du Collectif France Tricot appuie cette théorie. « On réfléchit à notre rapport au temps. On vit dans des sociétés de rapidité et on oublie les savoir-faire anciens qui obligent à prendre du temps et à retrouver un rythme plus proche de celui de la nature. On montre simplement qu'on peut continuer à s'exprimer à travers ces techniques lentes, et qu'il n'est pas interdit non plus de passer du temps à réaliser quelque chose qui ensuite sera offert gratuitement au regard du passant. Cela va à contre-courant de notre société de rapidité et de profit. » Elle affirme espérer apporter un peu de douceur et de chaleur à la ville et aux passants. Couturier explique que tout comme les *Poster Pocket Plants*, « le tricot peut rapidement disparaître, [être] effacé ou emporté par quelqu'un d'autre, ou se dégrader lentement, digéré peu à peu par le temps et la ville. »

Le mouvement du tricot urbain est un concept assez répandu. Couturier ne croit donc pas parler au nom de tous les tricoteurs de rue. Cependant, ce qu'elle tente de réaliser à travers cette forme originale de *street art,* c'est de modifier le paysage urbain en le décalant légèrement. Elle aime particulièrement trouver des concepts humoristiques, par exemple mettre un bikini à une statue, habiller un arbre, recouvrir une borne-fontaine avec une tuque ou un foulard, etc.

Il y a aussi toute une dimension de transmission des connaissances à travers des rencontres, un aspect social précieux dans la pratique du tricot de rue. « J'ai conscience que c'est un mouvement qui existe partout dans le monde et je suis contente et fière d'en faire partie. » Elle ajoute : « C'est un medium extrêmement simple et nomade; pas d'électricité, juste une pelote et deux aiguilles et on peut créer. Il y a un côté basique, presque primitif du tricot au milieu de toute cette sophistication », un retour aux sources qui est célébré dans tous ces arts de rues à tendance écologique.

Photo : Clovis-Alexandre Desvarieux

PLANCHE QUI ROULE N'AMASSE PAS MOUSSE

Sarah McMahon-Sperber

« Sérieux, va en Tchécoslovaquie et tu vas trouver des meilleurs *skateparks* extérieurs qu'à Montréal. » Ainsi commence mon entrevue avec Alexandre Béland de l'équipe de *skateboarders* du UnderWorld, dans l'air frisquet du mois de mars. Les rues montréalaises, certains les connaissent comme le fond de leur poche. On les occupe, on les arpente, on les modifie et, dans le cas des adeptes du *skateboard*, on les défie. Quoi qu'on puisse en croire, ce sport nécessite rigueur et athlétisme. Ainsi, faute d'équilibre et de coordination, je me suis mise au défi moi aussi : il s'agissait pour moi de comprendre une culture définie par une certaine défiance. En baignant dans l'univers du *skateboard* et en l'explorant, j'ai pu découvrir des dynamiques complexes, nuancées et surtout, humaines. Petite étude des rouages d'un monde vécu sur quatre roues.

Le skate : une échappatoire

Premier point de recherche : le centre Taz, situé au 8931, avenue Papineau, fraîchement rouvert en 2009 après sa fermeture en 2001. Le Taz constitue aussi le plus grand *skatepark* intérieur de la région, un grand terrain de jeux de 33 000 pieds carrés. Défilent devant une caissière pleine de sourires un père et sa fille d'environ 7 ans, de jeunes adolescentes munies de casques et de courage, des garçons, serviette au cou, venus se désaltérer à l'aide d'une *slush* rouge et des groupes de jeunes adultes plus sérieux qui se dirigent immédiatement vers la mezzanine du parc. Au rendez-vous, Guillaume et Olivier Dubuc, 14 et 11 ans, de Laval. Leur grand-mère vient tout juste de les déposer. Jonglant avec un horaire chargé où se côtoient soccer, football et planche à neige, nos jeunes adeptes à l'air sage et timide visitent le Taz quelques fois par mois depuis maintenant un an. « C'est un ami qui nous en a parlé », m'annonce Olivier, bien enthousiasmé de mes questions et de mon intérêt. « Des fois, les plus vieux nous aident et nous montrent comment faire quelque chose, ils sont super fins. » Alexandre, quant à lui, insiste sur un point : « C'est toujours ce que j'essaye de dire aux parents [···] on n'est pas juste une gang de *bums* qui fument des joints et cherchent le trouble. Au contraire, ça sort plein de jeunes de la *marde*. Il y a plein de choses à apprendre et comme on le sait, une passion dans la vie, ça change tout. » Preuve à l'appui : Serge Maheu, gérant du Taz, fervent de sports extrêmes, est lui-même un rescapé de la rue.

« Quel sport ? T'as ton casque ? Besoin d'un casier ? Parfait Matt, bonne séance, oublie pas de demander en haut si tu veux mettre de l'argent dans le pot pour les *games* à 2 piasses, il y a du monde à soir, ça risque de valoir la peine. » Bien que discret, Serge exsude un air réconfortant en naviguant le chaos organisé des différentes sections du Taz. Il prend quelques instants pour me parler du chemin qui l'a mené au poste de gérant, qu'il occupe depuis plus de deux ans. « Honnêtement, si je n'avais pas connu mon sport, je ne serais pas ici en un morceau, ça je te le garantis. » Il me dresse ensuite le portrait d'un Serge de 15 ans, impliqué dans les gangs de rues et les branches de Hells de la région. Selon lui, son avenir ne s'annonçait pas très rose avant que le patin à roues alignées n'apparaisse dans sa vie. « Des amis m'ont introduit au *roller hockey* et c'était fait, j'étais accro. » S'ensuivent des années durant lesquelles Serge pratique sa nouvelle passion dix-sept heures par jour. Il boit, mange et respire le sport extrême. Aujourd'hui, il est

fier de parler du fait que de nombreux programmes de réinsertion sociale, d'éducation populaire, d'entraînement à l'enseignement, d'expositions artistiques et d'aide à l'emploi font tous partie du mandat du conseil d'administration du Taz. Prochain atelier au programme : des cours de *roller-dance* gratuits pour les jeunes du quartier.

Le skate : une marge bien assumée

Si la communauté *skate* se contente de parcs intérieurs durant les longs mois d'hiver, il n'en demeure pas moins que le vrai défi se trouve dans la rue. « Quand t'arrives à un certain niveau, t'as pas le choix, me confirme Alexandre. Il faut que tu sortes dans la rue, que tu te démarques et que tu trouves des spots qui n'ont pas encore été défiés pour être vu. »

Cela ne plaît pas toujours aux forces de l'ordre. Lorsque la police s'en mêle, les contraventions peuvent s'élever jusqu'à 600 $ pour un planchiste pincé dans les rues de Montréal. « C'est pas sans conséquences ce qu'on fait, avoue Alexandre. On magane les rues, les infrastructures et on fait du bruit en masse. Même moi je me suis déjà tanné de les entendre devant chez moi, on les comprend. Mais on n'a pas le choix, c'est notre passion. »

Quant aux *skateparks* extérieurs, il reste du travail à faire. « Ils ne consultent jamais la communauté skate avant de les construire. Ça fait qu'il n'y a pas un seul beau *skatepark* à Montréal. » Et si de meilleurs parcs étaient construits ? Si l'on permettait le *skate* dans certaines zones de Montréal ? « Les gens n'aimeraient pas ça je crois, une grosse partie du *trip* c'est de *skater* ou personne d'autre ne l'a fait, de trouver des nouveaux coins et de le faire malgré les risques. » Après quelques instants de réflexion, Alexandre ajoute : « On dirait presque qu'il faut que ce soit clandestin de nature. »

De retour au Taz, je fais la découverte d'une marge au sein de la marge. Frédérique Luyet est membre d'un groupe de dames nommées les SkirtBoarders, ou Poulettes à Roulettes. « Quand j'avais 17 ans, mon grand frère m'a vendu son *skate* pour 20 $ pour pouvoir sortir sa blonde au resto », me raconte Frédérique avec le sourire au coin des lèvres. « Ça a commencé comme ça, puis ça s'est jamais vraiment terminé. » Bien qu'elle constate qu'il y a maintenant beaucoup plus de filles de 12-13 ans au Taz qu'auparavant, celle qu'on pourrait qualifier de pionnière se souvient bien d'une époque où le *skate* au féminin devait encore se frayer un chemin. À la recherche de modèles qui lui ressemblaient, Frédérique trouva sa niche. « C'est pas [nécessairement] une affaire de féminisme, clarifie-t-elle. C'est juste le fun de pouvoir *skater* et échanger avec des filles, on en a tous de besoin de temps en temps. » Elle se joint à un groupe de quatre ou cinq femmes membres d'un groupe informel de *skate* dix ans auparavant. Ensemble, elles parviennent à accumuler des centaines d'heures d'enregistrement vidéo. « On en avait assez pour faire une vidéo, donc on s'est dit : pourquoi pas ? »

La vidéo des SkirtBoarders est apparemment le premier film de *skate* entièrement féminin au Canada, et le deuxième au monde. Prochaine étape : la création d'un site de diffusion, qui résulte en une communauté de skate féminine qui compte aujourd'hui des membres provenant d'endroits aussi diversifiés que le Mexique, le Brésil, l'Australie, l'Afrique du Sud et la Suède. « On est déjà prises pas mal plus au sérieux, me confirme Frédérique. C'est sûr que quand on sort de la grande ville, on rencontre souvent des gars pas mal plus macho. Mais une fois qu'ils s'aperçoivent du fait qu'un groupe de filles est capable d'en faire autant, sinon plus qu'eux, ils sont vite à réaliser qu'on peut aussi bien *grinder* qu'eux. »

Alors, où en sera l'univers du *skate* dans quinze ans, à ton avis ? Alexandre réfléchit quelques instants. « Des gens qui vont faire du *skate*, il y en aura toujours », déclare Alexandre avec confiance. « C'est plutôt l'industrie du *skate* qui est en question. Les compagnies meurent, les magasins ferment. Une paire de souliers à 100 $, ça devient cher. » La réalité, pour les athlètes sérieux, n'est donc pas toujours rose. Les chances de pouvoir se faire une vie et carrière avec la planche, au Québec, sont quasi inexistantes selon chacun de nos adeptes. « On a tout pour traîner de la patte ici », me confie Alexandre, en guise d'au revoir. « Six mois d'hiver et une infrastructure inexistante ! » Le temps nous dira si les planchistes de chez nous sauront surmonter ces désavantages.

Photo : Guillaume Dubois

FILM ROUTIER:
CRITIQUE DU FILM ROUTE 132

Joanie Péloquin-Dumoulin
joanie.pdumoulin@gmail.com

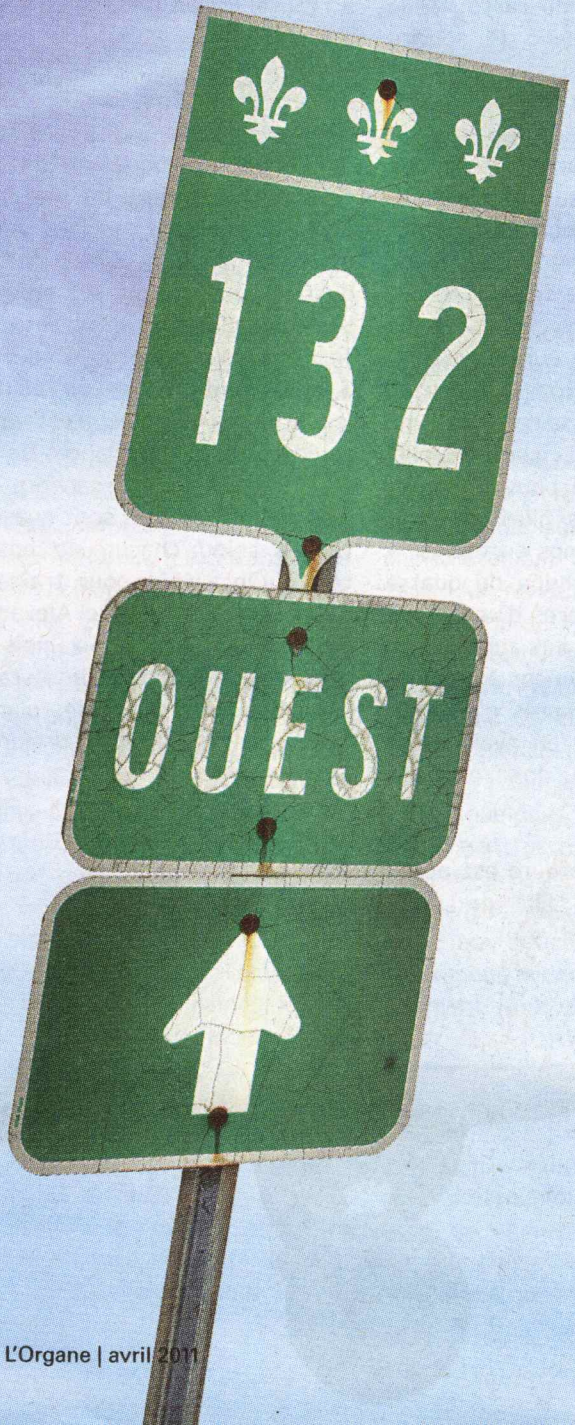


Photo : Guillaume Dubois

Incapable de faire face à la mort subite de son jeune fils, Gilles (François Papineau, immense talent plutôt inconnu du public québécois) s'enfuit avec un ancien ami, rencontré dans un bar du quartier de leur jeunesse. Bob (Alexis Martin, oscillant avec justesse et bon goût entre la comédie et le drame) est un petit escroc qui semble avoir peu changé depuis sa dernière rencontre avec Gilles, alors qu'ils étaient tous deux adolescents. Ressassant des souvenirs de leurs mauvais coups passés, les deux comparses en viennent à planifier un voyage qui les mènera en Gaspésie. Cette escapade, qui débute avec de mauvaises intentions, deviendra pour les deux hommes un point tournant de leur vie.

La route occupe une place centrale dans ce film adoptant un point de vue masculin sur le deuil, la douleur de la perte d'un être aimé et son processus de guérison. Alors que Gilles fuit l'enterrement de son fils et la mort de celui-ci, à laquelle il ne peut faire face, son ami d'enfance part inconsciemment à la recherche d'un sens nouveau à sa vie.

Ensemble, ils quittent Montréal et prennent la route 132 vers l'est. Ils aboutiront dans le Bas-du-Fleuve, permettant ainsi à Gilles de renouer avec les étés passés dans sa famille, aux abords du Saint-Laurent.
Toutefois, Bélanger fait usage de la

Route 132, cinquième long métrage de Louis Bélanger (_Gaz Bar Blues_, _Timekeeper_) et film au sujet intense, adopte un point de vue masculin sur le deuil et le processus de guérison.

route avec parcimonie. L'utilisation de plans des paysages longeant la 132 tout le long du film n'aurait pas été suffisante pour transmettre l'émotion des personnages. C'est sa symbolique, l'idée de l'éloignement, du temps qui passe, qui permet de réfléchir et de poser un regard sur sa vie (et sur soi-même) qui importe le plus.
La route demeure essentiellement présente dans les dialogues : à plusieurs moments, les deux antihéros mentionnent leur quasi-obligation de reprendre leur chemin, de repartir vers un autre endroit, vers une autre étape. Leur voyage se terminera lorsqu'ils arriveront à faire eux-mêmes la paix avec leur vie et les épreuves qu'ils ont traversées.

Au centre de ce drame se retrouve la performance nuancée et remarquable de François Papineau, un acteur au talent encore sous-estimé. Ayant fait une apparition remarquée et similaire un peu plus tôt en 2010 dans le long métrage *Trois temps après la mort d'Anna*, de la cinéaste Catherine Martin, Papineau mérite que son travail soit reconnu à sa juste valeur. Il offre une performance magistrale, un dosage juste des émotions, un jeu tout à fait adapté à la situation du personnage.

En nomination dans la catégorie du meilleur acteur lors de la 13e soirée des Jutra, le 13 mars dernier, Papineau a toutefois dû céder la statuette à Claude Legault, pour son interprétation d'un éducateur dans un centre de réhabilitation pour jeunes délinquants, dans *10 ½* de Podz.

Une des forces du film est d'allier avec bon goût le drame à la comédie. Malgré le sujet difficile à aborder — le deuil est considéré comme une chose personnelle, intime et tabou — Louis Bélanger réussit à insérer dans son film des aventures comiques, détendant l'atmosphère autant entre les deux personnages que dans la salle. Cela est dû en grande partie au personnage de Bob (Alexis Martin). Si le jeu de François Papineau est remarquable, celui de Martin n'est pas à négliger non plus. Avec Gilles, plus taciturne et renfermé, la personnalité énergique et bouillante de Bob donne un duo de protagonistes très fort, se complétant à merveille.

Les affrontements entre Bob et le pompier dans un petit village de l'est du Québec font partie de cet aspect comique du long métrage. Alors que Bob commence à s'intéresser à une femme du coin, il devra composer avec un pompier qui utilise ses muscles, plutôt que sa cervelle, pour raisonner et faire valoir son point de vue.

Malgré tout, le film comporte quelques faiblesses. S'il aborde avec justesse un sujet difficile et met en scène un fort duo de comédiens, il présente certaines issues plutôt prévisibles, tombant rapidement dans le mélodrame. Plus l'histoire avance, plus cette caractéristique devient omniprésente. On s'interroge sur certaines réactions, qui semblent manquer d'explications, afin d'en comprendre toute la portée. Et bien sûr, il y a ces personnages caricaturaux, comme le pompier auquel Bob devra faire face···

Louis Bélanger propose un très beau voyage sur la route 132, appuyé par de solides performances. D'ailleurs, *Route 132* se retrouve au centre d'une série de longs métrages québécois sombres, mais encensés par la critique, ayant tous comme thème le deuil, notamment *Trois temps après la mort d'Anna*, de la réalisatrice Catherine Martin et *À l'origine d'un cri*, de Robin Aubert.

LA TOPONYMIE MONTRÉALAISE À LA RECHERCHE D'UN CONSENSUS

Alexandra Simard
a.s.simard@gmail.com

La toponymie est cette science plus ou moins exacte qui permet d'attribuer un nom à une voie publique ou un à parc selon des critères de sélection définis par la ville en question. À Montréal, le comité chargé de gérer ces dénominations a déjà 6000 noms utilisés et plus de 400 en attente d'attribution. La Ville de Montréal, sur papier, se garde bien de vouloir créer des controverses en choisissant un nom plutôt qu'un autre, mais la réalité est qu'à Montréal, il semble difficile de passer à l'acte sans faire de vagues. En 1987, à la suite du décès de l'ancien premier ministre René Lévesque, fondateur du Parti québécois et instigateur de la loi 101, la Ville de Montréal décida de renommer le boulevard Dorchester en son honneur. La grande artère parcourt la ville d'est en ouest, mais le changement de toponyme n'a pas fait son entrée dans l'enclave de Westmount. Préférant conserver l'honneur au baron Dorchester, la mairie de Westmount a du même souffle ravivé les rivalités linguistiques montréalaises.

Le maire de Westmount, Peter Trent, est un expert en matière de "défusion". Auteur d'un livre sur le sujet, il a dirigé le bastion "défusionniste" entre 1991 et 2001, puis a effectué un retour à la mairie en 2009. Il était un fervent opposant au maire Pierre Bourque et à sa campagne « Une île, une ville » ; il a même fait des conférences sur la Rive-Sud pour vanter les mérites des spécificités des banlieues lors du démantèlement de la ville de Longueuil, en 2004. Lors de la saga du boulevard René-Lévesque, Trent n'était pas maire, mais siégeait au conseil municipal aux côtés de la mairesse May Cutler. La première femme à la tête de Westmount est celle qui a refusé net de s'aligner sur le changement toponymique montréalais concernant le boulevard Dorchester, en l'amputant aux portes de sa ville, à Atwater. En entrevue, Trent se défend en disant qu'il n'était pas présent lors de la décision, mais avoue y avoir donné son appui. « Je suis ouvertement opposé au changement de l'histoire, à la réécriture de notre histoire », argumente Trent. Selon lui il n'y a aucune raison valable pour renommer les voies publiques; il me pose la question : « Va-t-on changer tous les noms de rues dans 100 ans ? » L'histoire ne se renouvelle donc pas tous les jours, selon le maire de Westmount.

Bien que Westmount abrite une majorité anglophone et bourgeoise, près de 20 % de sa population est francophone. Trent n'a pas le souvenir d'avoir offusqué les résidents s'exprimant dans la langue de Molière. Par contre, Westmount s'est attiré les foudres de certains ministres péquistes. Trent raconte que lors d'un événement social d'envergure, du type robe longue et smoking, il se serait fait crier des insultes par l'ancien ministre des Affaires culturelles du gouvernement Lévesque, Clément Richard. Celui-ci était ulcéré qu'une ville puisse privilégier le baron Dorchester — titre créé pour Guy Carleton, premier gouverneur général de l'Amérique du Nord britannique qui a aussi participé à la prise de Québec en 1759 — à l'homme politique qu'était René Lévesque. Trent refuse l'argumentation selon laquelle sa ville aurait basé son choix sur la question linguistique. Paradoxalement, le maire s'aventure sur une pente quelque peu glissante en affirmant que les noms de rues à Montréal se seraient beaucoup francisés à travers les années. Il trouve étrange l'avenue du Docteur-Penfield, alors qu'en fait, selon lui, il s'agissait plutôt de Doctor Penfield. Il croit que tout ce remue-ménage donne une impression « que les Anglais ne sont pas importants, alors que c'est eux qui ont parti cette ville, on ne peut pas l'ignorer (sic) ».

René Lévesque, bien que parfaitement bilingue, avait tout de même traité les Anglo-Montréalais en 1973 de « Rhodésiens de Westmount. » Il faisait ainsi un drôle de parallèle entre le clivage linguistique montréalais et le climat politique en

Rhodésie, maintenant devenue le Zimbabwe, où une minorité britannique privilégiée gouvernait une majorité noire. À Montréal, il y a bel et bien eu une époque de collision entre anglophones et francophones, alors que la loi 101, instaurée en 1977, était vue comme une violation de la langue anglaise. Rappelons-nous aussi le premier référendum de 1980, qui creusa un fossé encore plus grand entre les deux communautés fondatrices de la ville. Westmount aurait-elle rendu la monnaie de sa pièce à René Lévesque ? L'histoire nous le dira peut-être un jour.

La Ville de Montréal dit chercher une forme de consensus dans chaque quartier touché par un changement toponymique, bien qu'au sein de ses arrondissements, ce soit elle qui prenne en charge les décisions. Peu de temps après la mort de l'ancien premier ministre Robert Bourassa, la Ville a, encore une fois bien malgré elle, fait face à une levée de boucliers en tentant d'immortaliser sa mémoire en renommant l'avenue du Parc en son honneur. Cinq ans plus tard, le dossier n'est toujours pas réglé, selon la relationniste de la Ville de Montréal, Isabelle Poulin. Robert Bourassa a pourtant marqué le paysage politique québécois avec, notamment, l'adoption de la loi 22, une première forme un peu timide de la loi 101, l'adoption de l'assurance-maladie, du régime d'allocations familiales, de l'aide juridique, de la Charte québécoise des droits et libertés. Sans oublier que c'est lui qui était en poste lors de la crise d'Octobre. Le maire Gérald Tremblay a finalement décidé de reporter le projet à la demande du fils de Robert Bourassa, qui ne souhaitait en rien provoquer l'ire des Montréalais au nom de la mémoire de son père.

Il n'y a pas que les politiciens qui créent la controverse dans l'univers de la toponymie. Les Jeunes patriotes, un mouvement indépendantiste québécois, ont fait plusieurs sorties médiatisées pour faire pression sur la Ville afin qu'elle change le nom de la rue Amherst. Cet officier britannique aurait contribué à mettre fin à la présence française à Montréal et a été accusé par plusieurs historiens d'avoir tenté de commettre un génocide bactériologique envers les Amérindiens. Lors de la révolte des Premières Nations face à l'hégémonie anglaise, Amherst aurait confié « vouloir exterminer cette race exécrable ». Le porte-parole des Jeunes patriotes, Paolo Zambito, explique que le général aurait fait distribuer des couvertures aux Amérindiens qui étaient infectées par la petite vérole. « Je pense qu'une rue [portant] ce nom équivaut à honorer Hitler », soutient-il. Il présente comme solution de rechange une rue au nom du chef amérindien Pontiac. Bien sûr Zambito n'est pas dupe : il ne croit pas voir un changement de nom de la rue Amherst de si tôt.

Le cas de Mordecai Richler et de l'ambivalence générale à baptiser une voie publique du Mile End en son honneur a aussi fait les manchettes. Son roman *Barney's Version,* dont l'adaptation cinématographique a gagné un Golden Globe, nous a valu un clin d'œil intéressant de la part de Paul Giamatti : « *Thanks to an incredibly beautiful city, Montreal, which I dream about.* » *Barney's Version*, bien que ce soit une œuvre fictive, se rapproche énormément de la vie de l'auteur. Aux antipodes du personnage qu'il incarne, Paul Giamatti nous a lancé une belle fleur sur la scène internationale, alors que le vrai personnage de Richler a contribué à donner une image catastrophique de la protection de la langue française dans des tribunes à grand tirage comme le *New Yorker* et le *New York Times Magazine.* Des articles comme *Tired of separatism, Language problem* et *O Quebec* ont valu aux Québécois une image de dictateurs francophones.

On parle ici de toponymie, mais aussi de ce que l'on décide de garder dans notre histoire collective. Or, Montréal abritera toujours deux visions, selon le Jeune patriote Paolo Zambito. Issu d'un mouvement politique décrié comme un *goon squad* — voire une faction terroriste — par certains éditorialistes de *The Gazette*, Zambito se defend d'être anti-anglophone. Il explique la difficulté à adhérer collectivement à quelque chose d'aussi simple qu'un nom de rue par un clivage qui devient de plus en plus subtil, voire insidieux. « Le dédoublement de notre système, à travers nos deux hôpitaux, nos deux commissions scolaires, nuit aux bons rapports entre les communautés », affirme-t-il. En d'autres mots, on se retrouve, encore en 2011, pour la grande majorité, chacun de son côté. En attendant, il reste toujours des rues à nommer, la plupart dans les quartiers périphériques de la ville. Il semble que la politique de Montréal en toponymie focalise désormais son attention sur une meilleure représentation des femmes et des communautés culturelles. Est-ce que quelqu'un a quelque chose à redire à cela ?

Photo : Guillaume Dubois

CACTUS MONTRÉAL : LA QUESTION ÉPINEUSE

UN SITE D'INJECTION SUPERVISÉE PEUT-IL VENIR EN AIDE AUX TOXICOMANES ?

Gabrielle Lefort
dg@lorgane.org

Depuis août 2008, Cactus souhaite suivre l'exemple de sa collègue britanno-colombienne, *InSite*, et ouvrir le tout premier site d'injection supervisée (SIS) au Québec. Les deux mots clés : la réduction des méfaits et l'humanisme.

En effet, Cactus se bat également pour contrer l'ostracisme et l'isolement des personnes utilisatrices de drogues, qui sont souvent en marge de la société. Comme l'affirme le manifeste de l'Association pour la Défense des Droits et l'Inclusion des personnes qui consomment des drogues du Québec (ADDICQ), les consommateurs de drogues sont « parmi les groupes les plus dénigrés et diabolisés de la société », et ils sont « étiquetés comme des faiseurs de trouble qui ne méritent rien, même par certaines personnes chargées de nos soins ». Ce groupe de consommateurs de drogues injectables est également durement touché par une épidémie de maladies transmissibles sexuellement et par le sang, notamment le SIDA et l'hépatite C.

InSite, l'épine dans le pied des conservateurs

Entre 700 et 800 personnes par jour visitent InSite, le premier et à ce jour le seul site d'injection supervisée en Amérique du Nord, situé à Vancouver, en Colombie-Britannique. Ouvert en 2003, ce site permet aux utilisateurs de drogues injectables d'utiliser du matériel stérile dans un environnement propre et sécuritaire. L'organisation compte depuis son ouverture 2 395 surdoses sans décès, une statistique que l'on explique par l'embauche d'infirmières spécialisées qui sont sur place pour assister les visiteurs et leur prodiguer des soins de base en cas de besoin.

Dans le centre InSite, les utilisateurs de drogues peuvent donc se procurer du matériel stérile et utiliser leur propre drogue dans les locaux situés au premier étage du bâtiment, mais ils peuvent également recourir aux services des intervenants sociaux dont les bureaux sont situés un étage plus haut. « Ils sont dans un milieu qui va probablement favoriser la relation d'aide », explique Carmen Trottier, directrice générale de l'Association des intervenants en toxicomanie du Québec (AITQ), ce qui inciterait selon elle plus de toxicomanes à suivre des traitements ou à repenser le mode d'administration de la drogue.

Ce n'est toutefois pas facile pour InSite, qui est depuis 2007 en attente d'un jugement qui déterminera si c'est le gouvernement provincial de la Colombie-Britannique ou le gouvernement fédéral de Stephen Harper qui aura le dernier mot sur la survie de l'organisme. Un procès aura lieu devant la Cour Suprême du Canada à compter du 12 mai 2011. Selon certains, les attaques successives démontrent l'acharnement du gouvernement Harper contre InSite.

C'est en 1989 que le premier site d'échange et de distribution de seringues en Amérique du Nord, Cactus, ouvre ses portes à Montréal. Depuis ce temps, Cactus intervient auprès de consommateurs de drogues afin de réduire l'incidence des infections transmissibles sexuellement et par le sang (ITSS), et de réduire les méfaits associés à la consommation de drogues illégales. Mais au-delà de l'idée de « piquerie » que l'on peut se faire de cette organisation, Cactus se consacre également au travail social auprès de jeunes sans abri, de transsexuels et travestis ainsi que de travailleurs et travailleuses du sexe.

L'humanisme et la toxicomanie

Depuis 1995, l'AITQ appuie des stratégies de réduction des méfaits chez les toxicomanes, et l'organisation a ouvertement pris position en faveur des sites d'injection supervisée en 2008. Ce regroupement de professionnels de la santé, d'intervenants et de bénévoles œuvre dans le domaine de la toxicomanie et du jeu excessif. Selon Trottier, infirmière de formation, le but premier de ces sites n'est pas d'encourager la personne à consommer, mais de lui donner la chance de réduire les conséquences sur sa santé. Et ces conséquences, en plus des ITSS, peuvent être des plaies, des infections et abcès, des dommages aux veines et peuvent aller jusqu'à l'amputation.

« On part du principe que les gens vont s'injecter de toute façon ; si ce n'est pas là, ça va être ailleurs. Si c'est là, ils s'injectent dans un contexte où on diminue énormément les dommages à leur santé et c'est dans cet esprit-là qu'on le fait. On ne tient pas compte du fait que le produit est illégal », explique-t-elle. « Ça ne donne rien de se mettre la tête dans le sable. »

Cactus Montréal pourrait ouvrir un SIS ; cela représenterait un pas de plus dans la réduction des méfaits, le mandat principal de l'AITQ. « Que les gens aillent déjà dans ces centres montre qu'il y a une relation d'aide qui s'installe entre l'intervenant et la personne, mais les intervenants sont aussi conscients que même s'ils donnent du matériel propre aux gens, les gens vont aller s'injecter dans des endroits qui ne sont pas toujours adéquats », explique Trottier. Elle affirme qu'il est important de se concentrer sur l'aspect de santé publique du problème plutôt que sur l'aspect juridique, sinon « tu oublies la personne en arrière de cela, tu ne vois que l'illégalité du produit ».

L'autre point de vue du MSSS

Si les choses semblent plus avancées à Vancouver, à Montréal, c'est une tout autre histoire. Le 27 janvier dernier, *Le Devoir* affirmait qu'un rapport recommandant explicitement l'implantation des SIS avait été mis sous embargo par le ministère de la Santé et des Services sociaux pendant près d'un an, pour n'être finalement publié qu'en mai 2010. Le ministre de la Santé du Québec, Yves Bolduc, qui a publiquement exprimé sa réticence à l'égard des SIS, est vu comme le plus farouche opposant au projet, surtout par comparaison avec son prédécesseur, Philippe Couillard, qui était quant à lui favorable à l'implantation des centres au printemps 2008.

« Les experts en santé du ministre ont déjà dit que les SIS sont une mesure qui porte des fruits et qui est nécessaire. Après cela, quelle raison lui reste-t-il pour refuser la mise en place d'un tel service ? », affirmait Jean-François Mary, responsable de Cactus Montréal, dans une entrevue avec le journal *Métro* datant du 18 février.

Le ministère de la Santé, quant à lui, se défend bien d'être inactif. Karine Rivard, attachée de presse au ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec, affirme que 80 millions de dollars sont investis annuellement dans la lutte contre la dépendance et la toxicomanie, et le ministère subventionne déjà des organismes comme Point de Repères à Québec et Cactus à Montréal.

« Présentement, les sites d'injection supervisée ne sont pas des mesures qu'on a retenues parmi nos investissements. On a choisi d'aller plutôt vers des programmes d'aide et d'intervention, et de soutien à des organismes qui sont déjà impliqués auprès de ces clientèles », explique Rivard. « On souhaite également poursuivre avec les acteurs concernés la réflexion qui porte sur ces sites [d'injection supervisée], pour mettre en place des conditions favorables pour une implantation éventuelle. »

Photo : Guillaume Dubois

PARKOUR : LORSQUE RUE ET TERRAIN DE JEU SE CONFONDENT

Bien que quelques débats à propos de l'identité de l'inventeur de la discipline persistent, la plupart des adeptes remercient les Français David Belle et Sébastien Foucan. On parle généralement de « parkour », on utilise souvent le mot *freerunning*, mais les deux termes désignent, à peu de chose près, un seul et même univers : celui de l'art du déplacement (ADD), une discipline athlétique porteuse d'un sens particulier. Les acrobaties de ces « samouraïs des temps modernes » qui fendent l'air des milieux urbains en ont impressionné plus d'un. Ils sautent d'un toit à l'autre, d'un balcon à une rampe, par-dessus les clôtures. Ils grimpent sur les édifices les plus hauts, sur les structures métalliques des villes, armés d'un physique à toute épreuve et de peu d'autres choses. Ultimement, ils utilisent la ville comme terrain de jeu. Cependant, au-delà de ce sens du jeu, quelle est cette signification particulière dont parlent beaucoup d'adeptes ?

Chris Kessler, rédacteur de nouvelles pour le portail Web américain *parkour.com*, affirme qu'il s'agit entre autres d'« entraîner son corps afin qu'il soit prêt pour une situation dans laquelle certaines aptitudes seraient nécessaires », mais insiste sur le fait qu'on pratique d'abord cette discipline pour s'amuser. Silex et Steven, traceuse et traceur de leur état, sont les deux piliers de l'organisation de parkour panquébécoise Parkour Québec (PKQC), anciennement strictement montréalaise et nommée PK514. À leur avis, le parkour est comparable aux arts martiaux. Ils déclarent que, comme ces derniers, le parkour comporte « de la discipline, de l'entraînement et une philosophie ». Quelle philosophie ? Mark Toorock, fondateur du site Web *American Parkour*, répond que l'idée est de « s'entraîner pour être en mesure de surmonter n'importe quel obstacle sur son chemin en adaptant ses mouvements à l'environnement ».

Dans cette optique, les adeptes virevoltent à travers les villes, exhibant une maîtrise étonnante de leur propre corps. Selon Kessler, cette maîtrise n'a rien à voir avec le hasard : « La colonne vertébrale du parkour est un entraînement poussé de tout le corps. Si vous voyez des vidéos de traceurs/*freerunners*, vous ne voyez que le résultat d'un tel entraînement. » Selon lui, les débutants ont tendance à sous-estimer l'ampleur de la préparation nécessaire pour s'adonner au parkour en plein air, à même les structures urbaines. Silex et Steven touchent le pourquoi d'une telle tendance lorsqu'ils décrivent David Belle en disant : « Lorsqu'il bouge, c'est tellement fluide que ça a l'air facile. »

Or, il n'en est rien. Lorsqu'il s'agit d'ADD, la préparation est de mise. Les deux acolytes de PKQC parlent de trois volets primordiaux : « la pratique technique, le renforcement physique et le travail mental ». Ils rappellent que le parkour commence d'abord dans un gymnase truffé de matelas, à l'intérieur duquel « les débutants apprennent à connaître leur corps en bougeant et doivent faire du renforcement physique en général. Les plus avancés sont précis dans leur entraînement et se fixent des objectifs », ajoutent-ils. Kessler abonde dans leur sens : « Un des aspects les plus importants du parkour est la sécurité, et pour qu'un entraînement soit sécuritaire, le corps doit être en mesure de faire face aux tâches qui lui sont présentées. Si tu apprends immédiatement à faire des sauts

Photo : Milosz Jurkiewicz

En 2001, le long métrage français *Yamakasi*, qui met en vedette un groupe de cascadeurs aux pratiques particulières, parvient au grand écran. L'art qu'il dévoile alors au public international est à nouveau mis en vedette en 2004 dans un autre film à succès : *Banlieue 13*. En 2006, *Casino Royale*, énième aventure de Sir James Bond, débute avec une séquence étonnante, faisant une nouvelle fois honneur au sport urbain dont les adeptes fourmillent maintenant partout sur la planète. À travers ses apparitions sous les projecteurs, l'art du déplacement, dit « parkour », se popularise. Et s'organise.

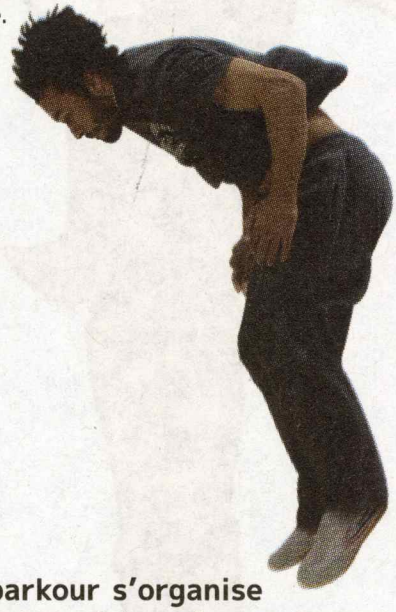
Antoine Leclerc
redaction@lorgane.org

périlleux arrière (*back flips*) ou à sauter à partir de très hauts murs sans jamais entraîner ton corps, ton temps avec le parkour s'avérera limité. »

Controverse ?

Puisque le parkour est basé sur une utilisation inattendue des endroits publics, il est facile de croire que, à l'instar du *skateboard* de rue, il suscite une certaine controverse. À ce sujet, Kessler mentionne que le développement du parkour aux États-Unis est quelque peu ralenti à cause de la réticence des différents gouvernements à l'accepter complètement. Par contre, les problèmes avec les autorités policières ne semblent pas chose commune. En effet, Silex, Steven et Kessler parlent tous trois de relations harmonieuses. « Nous ne recherchons pas de trouble, soutiennent Steven et Silex. Nous voulons seulement nous entraîner et nous avons besoin de respecter les lieux puisque nous avons besoin que les structures soient en bon état afin de pouvoir les utiliser comme obstacles. Respecter les autres, respecter les lieux d'entraînement, aider les autres dans toutes les situations, s'entraîner tranquillement, afin de ne pas attirer l'attention ou déranger les autres, laisser les endroits propres » sont autant de règles d'éthique que s'imposent les membres de PKQC lors de leurs séances.

Voilà qui leur évite sans doute bien des tracas. En fait, même si la police décidait un jour d'arrêter la totalité des adeptes de parkour, elle aurait probablement un peu trop de pain sur la planche. En effet, puisque tout le monde muni d'une paire d'espadrilles peut s'adonner au parkour, ce dernier grossit de façon fulgurante. Bien que cet art nouveau genre soit né dans les cités parisiennes, il compte maintenant des milliers d'adeptes à l'échelle planétaire, comme le confirme Kessler, qui dit avoir été contacté par des traceurs d'une douzaine de pays différents dans le cadre de son travail pour parkour.com. Cette tendance se reflète ici, il semblerait. En effet, Steven et Silex n'hésitent pas à affirmer que la popularité de la discipline est grandissante au Québec, ainsi que dans la plupart des autres grandes villes canadiennes. Des rencontres internationales ont également lieu un peu partout, aux quatre coins du globe.



Le parkour s'organise

Cependant, si le parkour a le vent dans les voiles, ce n'est pas uniquement parce qu'il est populaire. De nos jours, ses adeptes sont également bien organisés. Ceux qui pratiquent la discipline ne peuvent apparemment pas se passer de l'enseigner à leur entourage. À l'heure actuelle, Steven et Silex occupent les locaux du centre Claude-Robillard une fois par semaine, afin de partager leur art avec ceux et celles désirant s'y initier. Kessler fait à peu près de même en Virginie. Son groupe, basé à l'Université Virginia Tech, est apparemment l'un des plus importants aux États-Unis. Il organise des ateliers qui attirent maintenant des centaines de personnes, alors qu'on n'en comptait qu'une poignée au tout début.

Le phénomène existe donc depuis à peine une décennie, mais l'enthousiasme qu'il suscite est déjà étonnant, pour le moins. Lorsqu'on leur demande comment ils perçoivent l'avenir de la discipline, Silex et Steven répondent : « Positif, car cela commence à devenir plus organisé. » Kessler aussi est optimiste : « Je sens que le parkour va continuer à grandir [···]. [Il] sera de plus en plus reconnu au fil du temps et je ne vois que du positif à l'horizon ! Tant et aussi longtemps que, en tant que groupe d'ampleur internationale, nous promouvrons un entraînement sain et sécuritaire, le parkour continuera à être aussi incroyable qu'il l'a toujours été. ».

Quant aux limites du parkour, elles sont difficiles à définir, comme en témoignent humblement les deux leaders de PKQC : « Notre plus gros défi est toujours le saut qu'on n'a pas encore réalisé. »

Un gros merci à la bien gentille Silex et au fort aimable Steven de nous avoir accueillis au centre Claude-Robillard.

TRÉSORDURES

Emilie Carbonneau
societe@lorgane.org

Malcom a d'abord été inspiré par une lecture qu'il a faite dans sa jeunesse : *L'évasion*, d'un auteur anonyme. C'est l'histoire d'un végétalien *straight-edge* qui renonce à sa participation à la société, redéfinit sa vie en ses termes et se nourrit d'ordures. Après la découverte d'une carte de la ville de Montréal qui situait sur celle-ci les meilleures bennes à ordures pour faire «l'épicerie», Malcom a décidé d'aller y faire un tour. Depuis, il est gratuivore et déchéteur, et il n'a jamais eu une alimentation aussi variée.

Le freeganisme est issu du mouvement antiglobalisation et environnementaliste des années 60. Il consiste à limiter sa participation à l'économie capitaliste actuelle et à réduire sa consommation en réutilisant les objets et la nourriture que les gens jettent dans les poubelles. Tous les gratuivores ne sont pas déchéteurs : certaines organisations telles que *Food not Bombs* collaborent avec les marchands pour récolter les denrées avant qu'elles ne soient jetées et les redistribuent dans la population.

Le gratuivore n'a pas la solution

Pour Malcom et les autres gratuivores rencontrés, il n'est pas question d'adopter une attitude de grand sauveur du monde. « Même si je mangeais toutes les ordures de Montréal, cela ne fait

Illustration : Phillip Larouche

aucune différence », dit-il. Selon lui, ce qui fait la différence, « c'est la promotion de notre style de vie, c'est de dire à tout le monde ce que tu fais afin de sensibiliser les gens à la quantité de déchets qui est produite ». Une fois l'attention portée vers l'énorme quantité de déchets que notre société moderne produit, le travail de conscientisation se fait tout naturellement.

« Tu ne vas pas sauver le monde », soutient Alex Briggs de *Midnight Kitchen,* à l'Université McGill. Briggs voit la pratique de la fouille des poubelles « comme un accord entre lui et les gens qui se sont fait exploiter afin que la nourriture que l'on consomme arrive dans nos assiettes ». La consommation éthique est au cœur de la philosophie du gratuivore.

Des précautions

La fouille des poubelles n'est pas sans risques. Ce n'est pas une pratique illégale, soutiennent les organisateurs de *Midnight Kitchen,* mais il arrive souvent que les gratuivores qui s'y adonnent se butent à des lois morales qui diffèrent des leurs et à des bennes fermées à clé.

« Ne te fais pas prendre, ne te fais pas mal, ne prends pas plus que le nécessaire et ne pratique pas la fouille de façon excessive, car les marchands ferment les bennes à clé par la suite, de peur qu'on vandalise celles-ci », soupèse Briggs. Et effectivement, lors de notre fouille avec les organisateurs de Midnight Kitchen, plusieurs bennes étaient fermées à clés et plusieurs marchands, réticents de nous voir fouiller leurs poubelles.

Certains gratuivores se gardent de consommer certains aliments trouvés dans les bennes à ordures. Malcom nous rappelle que la fouille des ordures est liée à l'écoute du corps, afin de savoir ce qui est comestible ou non. Les dates de péremption sont souvent déterminées approximativement, mais la consommation du produit peut s'étendre au-delà de celles-ci. « Si c'est vert ou noir, ne le mange pas », dit Malcom en parlant d'aliments jugés capricieux. Il consomme sans problème des œufs, des produits laitiers et des viandes « surtout l'hiver, car la température permet leur conservation ».

Declan Rankin a travaillé au marché Atwater. Il soutient que le meilleur moyen de trouver sa nourriture gratuitement, c'est de demander au marchand directement. « Si quelqu'un venait me demander si nous avions de la nourriture, je demandais au gérant. Nous avions une section réservée aux retours, aux aliments qui passaient date la journée même et pour les aliments que nous jetions par terre durant la journée. Nous donnions simplement cette nourriture, qui est parfaitement consommable. »

La bouffe, pas les bombes

Considérant la quantité faramineuse d'argent qui est dépensée chaque année en armements et moyens de défense nationale, l'organisme à but non lucratif Food not Bombs (la bouffe, pas les bombes) tente d'attirer l'attention sur une redistribution plus égale des ressources et un investissement sensé des fonds. Les membres de *Food not Bombs* redistribuent la nourriture aux passants, peu importe le statut socio-économique. Dans l'idée que des milliards de dollars sont dépensés pour la guerre, mais que des millions de personnes ont faim chaque jour, ils déplorent le non-sens des sociétés modernes et agissent afin de contrer la surconsommation et la surexploitation. Entretenant une relation professionnelle avec les marchands, ils ramassent les denrées qui ne seront pas vendues mais qui sont toujours bonnes à la consommation. *Food not Bombs* n'utilise pas les trésordures, mais empêche certaines denrées d'être jetées inutilement.

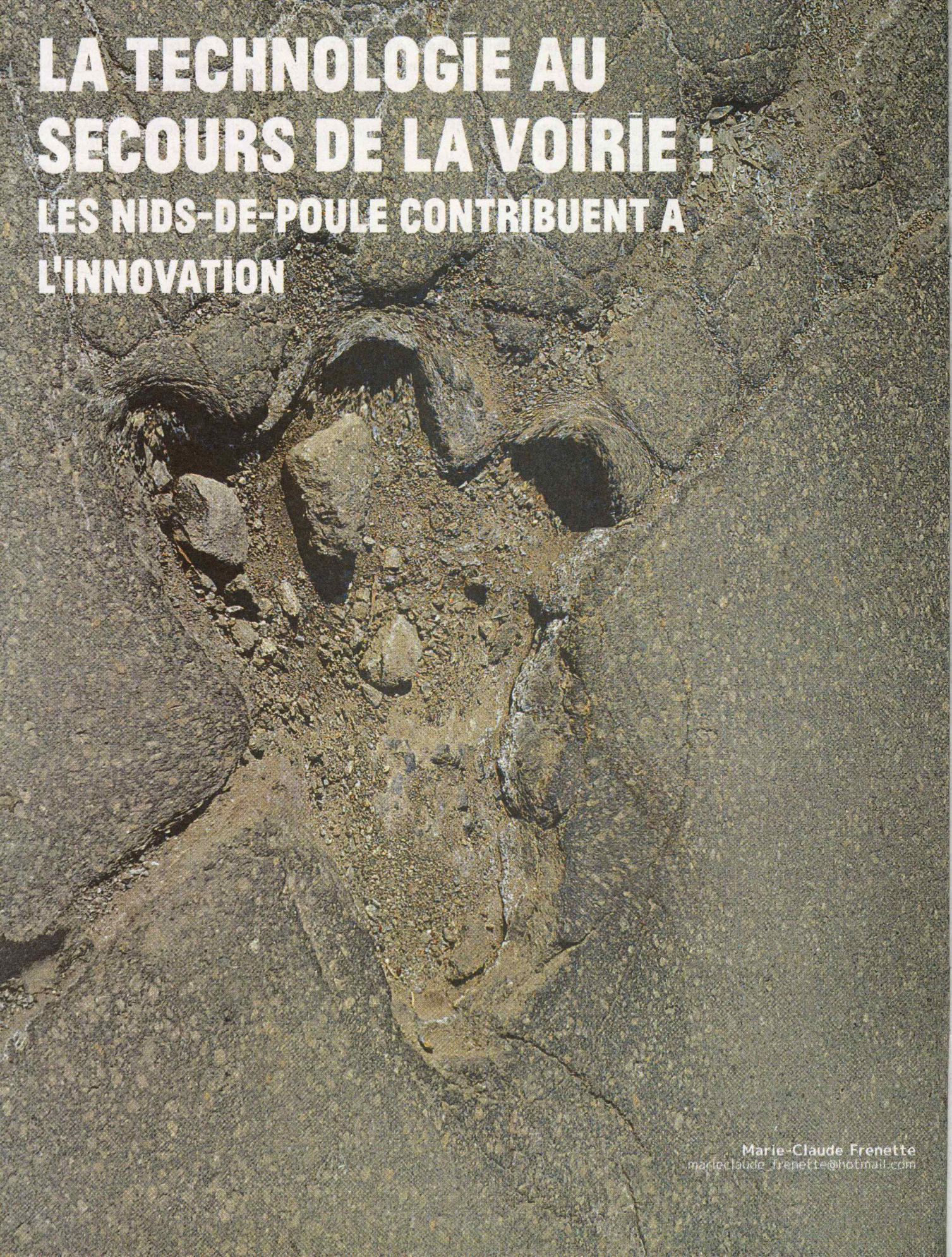
De l'abondance

Pour Judith Jacques, étudiante au diplôme de 2e cycle en journalisme à l'Université Concordia et gratuivore, il est « difficile de ne pas gaspiller les choses que l'on reçoit gratuitement tant elles sont en abondance ». Elle reçoit de la nourriture des épiciers et de certains cafés et pâtisseries, et explique que son « congélateur déborde de sandwichs et d'autres plats obtenus de dons ». Le problème avec la pratique du gratuivorisme, dit-elle, c'est qu'elle reçoit souvent une trop grande quantité d'aliments. « Il faut partager », soutient-elle.
Pour Beth, de Midnight Kitchen, la communauté qui s'est formée autour des bennes du marché Jean-Talon est le meilleur exemple de cet esprit de partage qui existe chez les gratuivores. « Quand on fait les ordures au marché Jean-Talon, tout le monde partage les trésors trouvés et aussi les endroits où il y a de la nourriture avec les gens qu'il rencontre », dit-elle. Et Briggs de rajouter : « Il y a tellement de nourriture, surtout des tomates. L'an passé, j'ai pu cuisiner cinquante pots de sauce [à partir de] tomates ramassées au marché Jean-Talon. »

Les gratuivores ne changeront peut-être pas le monde grâce à leurs gestes. Cependant, par l'exemple, ils démontrent qu'il est possible de contribuer à réduire les déchets et de se nourrir sainement de ceux-ci. Ils attirent aussi l'attention des marchands et des consommateurs sur leurs déchets, en considérant ceux-ci comme des trésors délicieux et permettent de mettre en doute les choix que l'on fait en tant que consommateur. Par leur pratique, ils nous rappellent que manger est un droit et que la nourriture devrait être accessible à tous.

LA TECHNOLOGIE AU SECOURS DE LA VOIRIE :

LES NIDS-DE-POULE CONTRIBUENT À L'INNOVATION



Marie-Claude Frenette
marieclaude_frenette@hotmail.com

50 000 nids-de-poule, trois millions de dollars en réparation : il s'agit là d'un présage que les employés du secteur de la voirie de la Ville de Montréal ne déposeront pas souvent leur pelle ce printemps. Si les dirigeants municipaux affirment que le problème est inévitable, certains tentent à tout le moins d'accélérer le processus de colmatage. C'est à l'aide des nouvelles technologies qu'ils combattent l'épidémie de cratères routiers.

Cela fait déjà dix ans que CAA-Québec réitère son programme Info nids-de-poule, par lequel l'organisme invite les automobilistes de la province à signaler les cavités de la chaussée sur son site Web. Si l'outil a tardé à être mis en ligne cette année, c'est que CAA planchait sur l'élaboration d'un nouveau site offrant encore plus de services. « Notre portail ne sera pas seulement disponible au printemps. Il sera dorénavant ouvert tout le long de l'année. Il permettra aux conducteurs de signaler non seulement les nids-de-poule, mais toute autre défaillance de la route qu'ils jugeront dangereuse », explique Cédric Essiminy, relationniste de CAA-Québec. Même si Montréal offre déjà un service de signalement via sa ligne téléphonique 311, M. Essiminy affirme qu'Info nids-de-poule a certainement contribué à accélérer la réparation. La municipalité consulterait elle-même le site régulièrement.

L'exemple outre-Atlantique

Du côté de l'Europe, différentes solutions ont aussi été explorées; certaines plus saugrenues que d'autres. En Allemagne, par exemple, le village de Niederzimmern, dans l'est du pays, lançait l'année dernière une campagne intitulée « Adoptez un nid-de-poule ». Le maire Christoph Schmidt-Rose avait ainsi mis en vente les nombreux nids-de-poule de sa municipalité. Il invitait ses concitoyens à acheter un trou pour la somme de cinquante euros. En échange, la ville s'engageait à le réparer sur-le-champ. Les donateurs avaient l'occasion de se faire de la publicité en inscrivant un message personnel au-dessus de la crevasse bouchée.

Si ce genre de solutions obtient un succès assez limité chez nos voisins de continent, le recours à l'interactivité Web dans le domaine de l'entretien des routes fait ses preuves dans certains pays européens. En Belgique notamment, le site Web RTL info permet aux usagers des moyens de transport routiers de consulter une carte interactive sur laquelle les emplacements des nids-de-poule sont indiqués au fur à mesure que les internautes les signalent. Interrogé sur ces différentes solutions présentes sur la toile, Essiminy mentionne que son organisation reste à l'affût de ce qui se fait ailleurs : « Sur notre nouveau site Web, les gens auront accès à une carte de ce genre (···) Au Québec, nous sommes d'ailleurs les seuls à ma connaissance à offrir ce service. »

« Nid-de-poule App »

Forums en ligne et cartes interactives sont tous des moyens modernes et intéressants d'améliorer la vie des conducteurs, mais cette vaste opération technologique pourrait-elle prendre d'avantage d'expansion, jusqu'à même entrer dans l'univers du 2.0 ? C'est en tout cas le pari qu'ont fait les experts en médias sociaux et ingénieurs engagés par la Ville de Boston, aux États-Unis. La municipalité vient récemment de lancer sa propre application pour téléphone intelligent baptisée *Street Bump,* dont le but est de détecter les nids-de-poule qui pullulent sur la chaussée bostonienne.

C'est en créant des liens entre le GPS du cellulaire et l'accélérateur de la voiture que le programme capte les failles de la route. Pour l'instant, le logiciel reste un prototype. « Des citoyens testent présentement l'application, qui n'est disponible que sur téléphone Android. Jusqu'à maintenant, *Street Bump* se montre efficace dans la cueillette et la transmission de données, mais elle n'est pas encore parfaite dans la détection de mouvements. L'application ne permet pas toujours de faire la différence entre un défaut de route ordinaire et un vrai nid-de-poule », explique le professeur du Worcester Polytechnic Institute et concepteur du gadget, Fabio Carrera.

C'est pourquoi la Ville de Boston vient de lancer un concours et remettra 25 000 $ ce printemps au programmeur qui trouvera comment transformer ces données en information profitable. « En fait, mon équipe et moi sommes juges de la compétition et nous nous doutons déjà de la solution. La vraie innovation dans ce projet, c'est l'utilisation du *crowdsourcing.* Le téléphone en soi est déjà capable de détecter les mouvements. C'est la confirmation à répétition de la présence d'un trou à un certain endroit en provenance de plusieurs sources à la fois qui est nouveau », ajoute M. Carrera.

À la Ville de Montréal, les différentes personnes questionnées n'étaient pas au courant de ce développement technologique. Cependant, le contremaître de la voirie affecté à l'arrondissement de Ville-Marie, Marc Fleury, confirme qu'un tel outil pourrait lui faire économiser beaucoup de temps durant la saison des nids-de-poule : « Juste dans mon secteur, je couvre soixante kilomètres. Si j'avais accès à une application comme celle-là au lieu d'avoir à faire moi-même une ronde chaque matin pour trouver les trous, ce serait fantastique. » Selon M. Fleury, avec le climat québécois et la quantité d'abrasif jetée sur les routes tous les hivers, nos problèmes annuels de nids-de-poule ne risquent pas de disparaître. Alors, tant qu'à se morfondre chaque année devant ce paysage troué, pourquoi ne pas se réjouir de l'impressionnante créativité et de l'innovation qu'engendre la multiplication de ces cavités inconvenantes ?

Photo : Guillaume Dubois

LA CHANSON ENGAGÉE S'ESSOUFFLE

Qu'ils disent « Wo ! » aux projets d'exploitation de gaz de schiste ou qu'ils appuient les lock-outés du Journal de Montréal, les artistes québécois se font de plus en plus remarquer pour les gestes qu'ils posent. Toutefois, dès qu'il est question de musique militante, le constat est tout autre. En effet, sur ce plan, on pourrait même parler d'un essoufflement des artistes québécois qui, selon certains, sont trop occupés à être cool.

Gabrielle Lefort
dg@lorgane.org

Quand on parle de musique engagée, un nom éclipse souvent les autres : Loco Locass. Depuis plus de 16 ans, le groupe défend fièrement la francophonie, l'indépendance du Québec, et les mouvements sociaux. Avec des paroles comme « J'te l'dis carré, catégorique / Jean Charest, Mike Harris : même combat, même charisme / Même kermesse des biens et services publics / Câlisse faut que ça finisse » (*Libérez-nous des libéraux)* et une maîtrise incroyable de la langue française, c'est difficile de passer inaperçu.

Vers la fin des années 90, une génération entière d'artistes engagés prenait la parole à travers des textes enflammés. Parmi tant d'autres, les Vulgaires Machins, Mes Aïeux, les Cowboys Fringants et Mononc'Serge se démarquaient alors par leur plume bien aiguisée et leurs opinions tranchées. Depuis, le mouvement s'est considérablement estompé. Selon Biz, un des membres de Loco Locass, le ralentissement a commencé en 2005, après les nombreuses grèves étudiantes. « C'est comme si on s'était essoufflés », dit-il.

Le facteur *cool*

Franz Schuller, président et directeur artistique de la maison de disques Indica, a bien du mal à trouver des exemples d'artistes émergeants engagés à travers leur musique. Il explique ce manque par un phénomène qui sévit depuis quelques années. « C'est dû à une grande avancée de la *"coolitude"*, selon moi. Être cool est devenu beaucoup plus important qu'être engagé. » Il poursuit en disant que cette attitude est perpétuée par les médias, qui pensent que porter attention à de tels groupes leur donne une meilleure réputation.

L'esthétique « à la mode » de groupes comme Arcade Fire a créé un effet domino, comme l'explique Schuller, qui fait que tous les groupes veulent avoir le même son. Il affirme que ce mouvement est égoïste, introspectif et narcissique, tout comme le mouvement *hipster.* « Tout le monde veut être grandiose et épique. C'est quoi l'intérêt avec cette scène ? »

Pour sa part, Biz affirme que l'art engagé peut devenir populaire, mais que c'est la popularité d'une chanson qui donne de la puissance au message. « Le rôle premier de l'artiste est de faire de l'art de qualité. Un artiste qui fait de la merde, personne ne l'écoute », explique-t-il. « Quand la forme est poche, ça discrédite le fond. »

Les paroles s'envolent, les actions restent

Biz fait remarquer qu'il y a une différence entre l'engagement de l'artiste à travers son art, et son engagement en tant que citoyen. Selon lui, les deux approches n'ont pas le même effet. « Grâce à l'art, on peut avoir un impact important. Les gens s'amusent et pensent en même temps », explique-t-il.

Même son de cloche du côté d'Audiogram, la maison de disques de Loco Locass. Étienne Roy, du Département de marketing new web et radio chez Audiogram, affirme qu'il y a deux poids deux mesures. Beaucoup d'artistes sont impliqués en tant que personnes, sans pour autant exprimer d'opinions politiques dans leurs chansons.

Les gestes que posent les artistes ne sont pas directement liés aux paroles de leurs chansons, bien que parfois les deux s'entrecroisent. C'est le cas, par exemple, d'Ariane Moffatt, qui a non seulement participé à la 17e édition de la Semaine de prévention du suicide, mais qui a également écrit la magnifique chanson *Jeudi, 17 mai* à ce sujet. Roy remarque toutefois lui aussi que c'est assez rare de trouver des artistes engagés à travers leur musique. « Je ne sens pas de mouvement, pas de démarche artistique concentrée là-dessus. »

Pour Schuller, il n'est pas nécessaire que chaque artiste soit engagé dans sa musique. Il y a par contre une énorme différence entre un geste honorable et un coup de publicité. « Si tu veux chanter des chansons d'amour et poser des actions engagées, il n'y a pas de problème. Est-ce que c'est honnête ? Ça reste à voir », dit Schuller.

Jérôme Dupras, des Cowboys Fringants, ne fait pas la différence. Il affirme que l'action sociale et politique est intégrée à la manière de vivre. Dupras est lui-même créateur de la Fondation des Cowboys Fringants, une fondation activement engagée dans la sensibilisation et le financement de projets environnementaux. « C'était une continuité de la manière de penser, » explique-t-il. « Artistiquement, on peut évoluer autrement. »

L'apathie

En tant que directeur artistique et président d'Indica, Schuller trouve dommage de ne pas recevoir de démos de groupes qui tentent de raviver la flamme. « Je regrette de ne pas avoir un groupe comme les Colocs. C'est un manque. »

Schuller affirme que pour catalyser le retour de la chanson engagée, il faut un exemple, un héros qui ait le courage de dire ce qu'il pense. Pour le moment, les groupes populaires et les chansonniers semblent avoir passé le flambeau aux groupes punk et hardcore. Ces derniers ont toujours été très militants, et Schuller, lui-même membre du groupe hyper-engagé GrimSkunk, en connaît un rayon. Il dit que chez les groupes qui s'adressent à un public plus général, le manque d'engagement « dénote un laisser-faire, une certaine apathie sociale et musicale ».

Sans se prononcer sur la scène musicale actuelle, Dupras affirme que la musique engagée nécessite une certaine urgence, une motivation forte de la part des individus, ce qui manque en ce moment. Il explique : « Il y a un vide politique qui se traduit dans la chanson. Mais ce vide ne peut pas durer, il y a un point de bascule. »

Photo : Guillaume Dubois

UN QUÉBEC QUĪ STAGNE: UN MESSĪE QUĪ TARDE ?

Depuis quelques années, le climat politique au Québec semble stagnant et la frustration est palpable. Les critiques du modèle québécois, supposément trop à gauche, fusent, lancées entre autres par l'Action démocratique du Québec et le Réseau Liberté-Québec. Le magazine *Maclean's* qualifie de « pathologie » la corruption dont plusieurs paliers de gouvernement ont été accusés. Les universités sont en manque criant de ressources financières et leurs infrastructures semblent se décomposer à vue d'œil. Les taxes augmentent sans cesse, sans que nous voyions de résultats concrets poindre à l'horizon. Les problèmes sont donc nombreux, mais les solutions se font toujours attendre. Comment sortir de ce pessimisme et peut-être même de cette grogne envers la classe politique qui semble couver chez les Québécois ?

Philippe Labrecque
philippelabrecque@gmail.com

Avons-nous besoin d'un « messie » pour aller de l'avant au Québec ? Pour répondre à ces questions, il faut d'abord situer le Québec d'aujourd'hui dans son histoire et analyser la notion de « messie » politique en examinant le personnage qui a probablement le plus marqué le Québec au cours des 60 dernières années : René Lévesque.

Comment définir la situation au Québec ? Mathieu Bock-Côté, sociologue et chargé de cours à l'Université du Québec à Montréal, définit l'atmosphère politique actuelle comme une manifestation de la fin de l'ère de la Révolution tranquille et du « blocage politique » causé par le manque de vision d'avenir de nos politiciens. Cette lacune de notre classe politique peut-elle être résolue seulement par un « messie » qui guiderait le Québec hors de la Révolution tranquille vers une ère nouvelle ?

René Lévesque est probablement le politicien qui se rapproche le plus de la notion de « messie » dans l'imaginaire politique québécois. La notion même de « messie » est pourtant trompeuse, car ce mot a une origine et une connotation religieuses, et il fait généralement référence à un personnage biblique, comme Jésus ou même Moïse, venu libérer son peuple. Pour rectifier le tir, Bock-Côté situe le personnage de René Lévesque dans l'histoire québécoise comme étant « l'héritier de la figure paternelle, protecteur de la nation québécoise ».

LE QUÉBEC ET SA CONSTANTE RECHERCHE D'UN MESSIE POLITIQUE

Non seulement Lévesque ne serait pas un « messie », mais il aurait hérité d'une place bien définie dans l'imaginaire québécois, occupée par d'autres avant lui. Bock-Côté ajoute que si René Lévesque nous apparaît comme l'unique héritier du rôle de figure paternelle au cours de l'histoire québécoise, c'est à cause d'une « rupture mémorielle » qui se serait produite durant la Révolution tranquille et qui aurait fait oublier l'austérité de la Grande noirceur. Lévesque s'inscrirait plutôt dans une lignée de figures paternelles incarnées par d'autres avant lui, comme Honoré Mercier, Louis-Joseph Papineau et Maurice Duplessis. La différence c'est que Lévesque est plus directement relié à notre époque, aux années « post-Révolution tranquille, » et qu'il est pour nous le fondateur du Québec moderne d'une certaine façon, d'après Bock-Côté.

Bien sûr, la notion même de messie ou de figure paternelle dans le contexte québécois est liée à l'allégeance politique de chacun, surtout entre souverainistes et fédéralistes. Lévesque est un souverainiste avant tout et par conséquent, il incarne le « messie » plus facilement pour ces derniers. Même s'il a joué un rôle important comme ministre des Ressources naturelles au sein du cabinet libéral de Jean Lesage, René Lévesque est surtout connu comme étant le père du Parti québécois et comme celui qui est à l'origine du référendum de 1980sur l'indépendance du Québec. On pouvait même sentir que le fantôme de Lévesque planait au-dessus du référendum de 1995, alors que le premier ministre de l'époque et ancien ministre des Finances sous Lévesque, Jacques Parizeau, manifestait sa tristesse et son désarroi à la suite de la défaite de l'option souverainiste. Il voyait le rêve que Lévesque et lui avaient longtemps chéri s'envoler en fumée.
Qualifier René Lévesque de « fondateur », de « figure paternelle » et de « protecteur de la nation » peut facilement diviser une province ayant un passé comme celui du Québec. Pourtant reconnu comme « une nation » par nul autre que le premier ministre fédéral Stephen Harper et comme étant l'une des provinces fondatrices de la Confédération canadienne de 1867, le Québec n'est toujours pas signataire de la Constitution canadienne. Qui plus est, l'option souverainiste récolte toujours, bon an mal an, l'appui de quarante pour cent de la population québécoise.

Il est donc difficile de dissocier le souverainisme et René Lévesque, mais se peut-il qu'un « messie » soit fédéraliste dans ses vues politiques au Québec ? Sébastien Richard, militant du Parti québécois depuis 30 ans et candidat dans Anjou pour le PQ aux deux dernières élections provinciales, affirme que oui. En effet, Richard nous dit que Jean Charest a été propulsé dans la politique provinciale du Québec en 1998 avec le but « clair d'empêcher le Parti québécois de rester au pouvoir et de réussir l'indépendance lors d'un troisième référendum ». Charest a su défendre le fédéralisme canadien au Québec tout en étant capable de faire appel au « coté émotif » des Québécois, d'après le militant péquiste. Richard rajoute même que Jean Charest « est le seul capable de jouer dans la cour du Québec contre les souverainistes. Il peut incarner une certaine passion comme fédéraliste convaincu ».

Il semble donc que la notion de « messie » ne soit pas monopolisée par un camp en particulier. Dans ce cas, quelles conditions seraient nécessaires pour qu'un nouveau leader politique charismatique émerge et mène le Québec ? Richard parle d'une « conjoncture », une combinaison d'événements potentiellement polémiques, qui rendrait possible l'ascension d'un leader. Quant à lui, Bock-Côté mentionne, dans le même sens, qu'une « crise politique » sur un sujet fondamental comme celui de l'adhésion du Québec à la Constitution est nécessaire pour qu'un leader puisse émerger et « débloquer » la situation actuelle. Ceci dit, Richard met en garde contre cette facilité à accepter un soi-disant « messie ». Il cite l'exemple de Mario Dumont, de l'Action démocratique du Québec, qui a connu un succès sans précédent aux élections de 2006 en clamant représenter le peuple, tout en encourageant presque « une insurrection contre la classe politique ». Le populisme de Dumont n'était que « de la petite politique » selon lui.

Un Québec à la fin d'une ère, en manque de leadership et de vision, pourrait possiblement expliquer la morosité présente au sein de la population. La victoire du Non lors du référendum de 1995 n'a pas débouché sur une renégociation de la place du Québec dans le Canada et n'a pas mis un terme au mouvement souverainiste non plus. Quinze ans plus tard, nous en sommes au même point et le « blocage » dont parle Bock-Côté semble bien réel. Le semblant d'émergence d'un débat gauche-droite ces dernières années offre peut-être un chemin pour sortir du débat sur la question nationale. Il reste à voir où ce chemin nous mènera et s'il offre une solution à la question fondamentale de la place du Québec dans le Canada.

Photo : Clovis-Alexandre Desvarieux

Emmanuel Delacour
delacour.emmanuel@gmail.com

MAÎTRES

Slave to the Grind, 1991, Skid Row

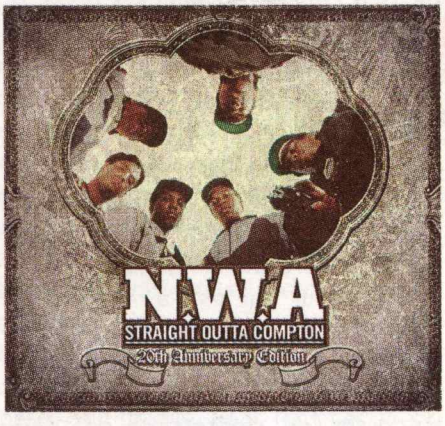
Le terme *skid row* aurait pour origine les rues empruntées par les travailleurs de l'industrie forestière, qui y traînaient les billots. Le terme aurait ensuite évolué pour désigner ces rues dilapidées dans lesquelles vivent les classes ouvrières pauvres et les exclus de la société. De ce fait, ces deux définitions cadrent parfaitement avec l'esprit du groupe *hard rock* du même nom, puisqu'il relate un style de vie brutal et excessif en employant des paroles et un style musical musclés, satisfaisant ainsi nos pulsions les plus basses. Ainsi, tel un tronc d'arbre mutilé et traîné le long d'une route cahoteuse, les chansons de l'album *Slave to the Grind* nous écorchent à vif avec leur agressivité contagieuse. Délaissant un style plus pop, qu'on pouvait retrouver dans leur premier album éponyme, les membres du groupe avaient surpris la communauté musicale en faisant de *Slave to the Grind* un album plus belliqueux, qui a tout de même eu un grand succès commercial. L'album débute par la pièce intitulée Monkey Business qui, avec son introduction acoustique, sème le doute quant à ce qui va suivre. Mais, après ces quelques accords mélodieux, on se retrouve tout de suite saisi par le son puissant et métallique de la guitare électrique de Dave « The Snake » Sabo. Les paroles décrivent une mosaïque de personnages et de situations tous plus grotesques les uns que les autres. Dans l'ensemble poignante et subversive, *Monkey Business* est une excellente introduction à cet album qui garde ce même ton à-peu-près jusqu'à la fin.

Toutefois, certaines ballades, telles que *Quicksand Jesus*, nous allouent de brèves pauses au travers de toutes ces guitares hurlantes. La voix du chanteur Sebastian Bach, puissante et nasillarde, n'est pas sans rappeler celle de Bruce Dickinson de Iron Maiden et bien qu'elle semble être faite pour les morceaux hard rock précédents, elle s'accorde tout aussi bien avec le ton plus langoureux de *Quicksand Jesus*.

En écoutant *Slave to the Grind* dans son ensemble, certains se trouveront involontairement à pratiquer le stéréotype du *head-bang* et avec grande satisfaction, devons-nous ajouter. La bestialité de cet album est imposante et elle accompagne avec brio les soirées de festivités et de dévergondage.

Straight Outta Compton, 1988, N.W.A

« *You are now about to witness the strength of street knowledge* » sont les premières paroles entendues au début de l'album *Straight Outta Compton* et elles annoncent avec éloquence le contenu qui s'en suit. L'énergie violente et crue qui s'en dégage deviendra plus tard l'archétype sur lequel le *gansta rap* et le hip hop en général se fondera. En effet, comment pourrait-il être possible de parler des gangs de rues sans utiliser le langage et sans aborder les sujets centraux de ce style de vie ? L'idée était simple, mais géniale, il suffisait de se débarrasser du point de vue de l'observateur et d'entrer la tête la première dans le rôle du gangster, afin de comprendre sa réalité choquante. C'est donc avec des moyens techniques certes limités, mais aussi avec leur talent dévastateur que Dr. Dre, Eazy-E, Ice-Cube et The D.O.C. vont créer leur deuxième album.



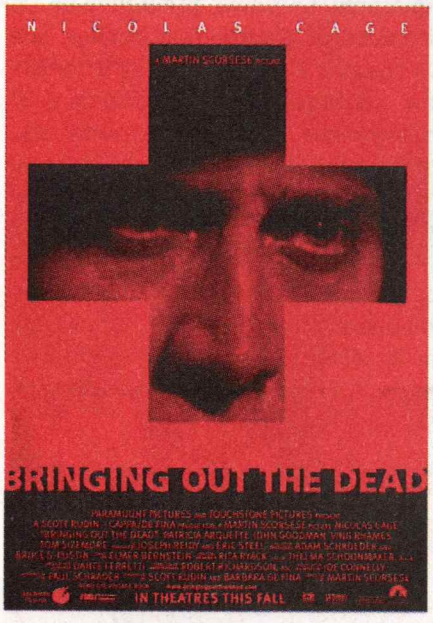
La deuxième chanson, probablement la plus mémorable de toutes pour ses paroles incendiaires et nihilistes, *Fuck tha Police* va droit au but. Ice Cube y vole la vedette avec sa performance abrasive et colérique, transmettant ainsi avec fougue les pulsions meurtrières ressenties par une jeunesse opprimée par les forces de l'ordre. Cependant, ne vous trompez pas sur les motifs de cette chanson, car les membres de N.W.A ne s'étendent pas dans la justification de leurs actes ou dans la dénonciation d'une société oppressive. Non, c'est l'acte destructeur pur qui alimente les morceaux tels

DE LA RUE

que *Fuck tha Police*. D'ailleurs, cet esprit nihiliste nous est servi en entrée puisque les trois premières pistes, *Straight Outta Compton*, *Fuck tha Police* et *Gansta Gansta* forment un rude trio de violence urbaine, gangstérisme et de (déplorable) misogynie.

Les autres pistes sont individuellement de bons morceaux, mais laissent une impression de pâleur face aux trois premières chansons. Toutefois, *Express Yourself* se démarque par son approche différente et permet à Dr. Dre d'étaler tous ses talents de compositeur et de rappeur. En effet, on y retrouve un son plus funky et entraînant, tout en écoutant la verve antidrogue de Dr. Dre.

En 2008, une édition spéciale pour le vingtième anniversaire de l'album fut lancée, ce qui nous laisse pantois quant à l'état actuel du hip hop. Effectivement, combien d'albums rap sortis ces derniers temps sauront survivre à l'épreuve du temps, tout comme *Straight Outta Compton*? Même si c'est au péril de paraître nostalgique, peut-être vaut-il mieux se tourner vers de tels classiques en attendant une autre révolution musicale digne de ce nom.

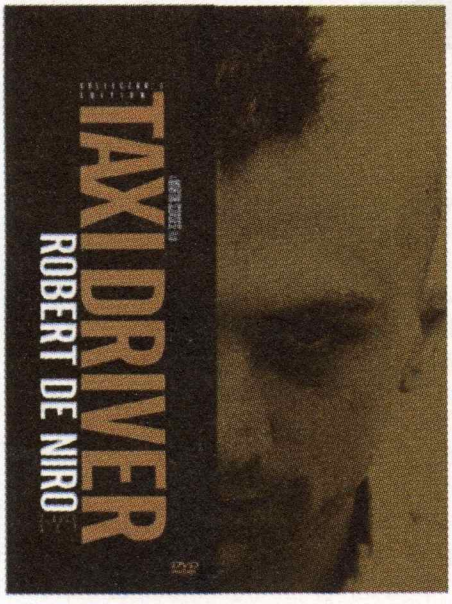


Bringing Out the Dead, 1999, Martin Scorsese

Parmi les nombreux succès des films de Scorsese, *Bringing Out the Dead* aura eu une réception mitigée au box-office et auprès des critiques. Pourtant, le film ne manque en rien du génie du célèbre réalisateur et nous offre une atmosphère qui nous plonge lentement dans un fascinant coma, pour nous réveiller à coups d'électrochocs quelques instants plus tard. Se promenant souvent entre la dure réalité du métier d'ambulancier et le surréalisme de la vie nocturne dans les rues new-yorkaises, *Bringing Out the Dead* nous tient en haleine, malgré son rythme engourdi.

Nicolas Cage y joue le rôle de Frank Pierce, un ambulancier de nuit sur le bord de la crise de nerfs, hanté par les visions de personnes dont il n'a pas réussi à sauver la vie. Ces « fantômes », comme il les appelle, lui font perdre confiance en sa capacité de faire son travail et ne se considérant plus à la hauteur, il tente par tout les moyens de se faire congédier, sans succès. L'esprit d'une jeune femme nommée Rose le harcèle de façon particulièrement tenace, le poussant au seuil de la folie. Pierce ne trouve refuge que dans l'alcool et les médicaments volés à même l'ambulance dans laquelle il parcourt les rues. Son seul espoir de rédemption survient lorsqu'il fait la rencontre d'une séduisante femme, Mary Burke (interprétée par Patricia Arquette), dont le père est sauvé in extremis par Pierce. L'attraction que ressent Frank pour Mary sera-t-elle suffisante pour le l'extirper de son cauchemar quotidien ?

Le film est principalement centré sur le personnage de Frank Pierce et on le constate notamment lorsqu'on porte attention aux personnages secondaires, qui, bien que multiples et intéressants, s'avèrent peu développés. En effet, outre le personnage de Mary Burke, dont l'histoire est révélée plus en détail à mesure que le film se déroule, les rôles de soutien sont figés et n'évoluent que très peu. Cela donne l'impression que les gens qui entourent Frank sont semblables aux « fantômes » qui le hantent, de simples images dans le décor de sa vie. Était-ce l'intention de Scorsese ? Impossible de le déterminer. Toutefois, cela importe peu, puisque sur tous les autres points, *Bringing Out the Dead* est admirable. Le jeu des acteurs est parfait, Nicolas Cage semble être fait pour jouer les névrosés, et pour un film dont le tiers de la pellicule contient des scènes tournées dans une ambulance, l'imagerie est magnifique.



Un autre film de Scorsese, qui sera considéré par plusieurs comme étant colossalement plus important que *Bringing Out the Dead* (et en débattre serait certes difficile), *Taxi Driver* aborde des thèmes similaires à ceux que l'on retrouve dans son successeur des années 90. Les rues de New York y sont tout aussi louches, sales et habitées par une foule hétéroclite dont l'étrangeté fascine. Ici aussi, le personnage principal doit faire face à une psychose qui s'installe graduellement tout au long du film, pour atteindre finalement un paroxysme foudroyant.

Le protagoniste, Travis Bickle (interprété par Robert De Niro), décide de devenir *taximan* de nuit afin d'occuper ses nuits sans sommeil causées par son insomnie chronique. Au travers de ses voyages nocturnes, il rencontre proxénètes, prostituées, hommes d'affaires et sans-abris, tous se livrant à des activités discutables, ce qui a pour effet de rendre Travis cynique et dégoûté par ses clients. Pour lui, New York est « un égoût à ciel ouvert » et ses habitants sont semblables à de la vermine que l'on doit exterminer. Il fait la rencontre du personnage de Betsy (joué ici par Cybill Sherpherd) une organisatrice pour la campagne électorale d'un candidat à la présidence américaine, Charles Palantine (Leonard Harris). Rapidement, Travis devient obsédé par la séduisante jeune femme et par les promesses de « nettoyage » social promulguées par Palantine. Malheureusement, après un rendez-vous galant raté avec Betsy et une désillusion causée par les promesses creuses de Palantine, Bickle décide de prendre la justice entre ses mains. Finalement, il fait la rencontre d'une jeune prostituée de 12 ans, interprétée avec une exactitude troublante par Jodie Foster, et il décide de la sortir des griffes de son proxénète, « Sport » (Harvey Keitel).

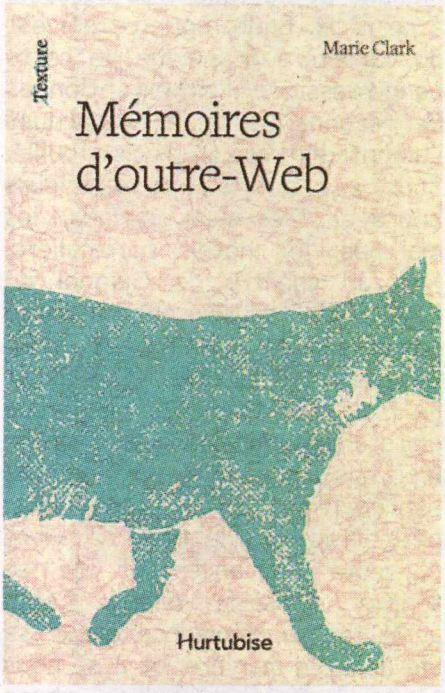
Il est difficile de critiquer *Taxi Driver* sans avoir l'impression que l'on cherche des poux à une œuvre qui, à la plupart des égards, est parfaite. L'interprétation de De Niro est monumentale et celui-ci parvient à rendre l'image du détraqué de façon implacable. La simple prestance de De Niro déborde d'un certain malaise, que l'on ressent à un tel point qu'il semble être contagieux. On accompagne le protagoniste dans sa descente aux enfers avec un sentiment de réalisme si vif qu'on a finalement l'impression de partager sa folie. Rappelons aussi la justesse de la performance de Foster dans le rôle de la prostituée prépubère complètement désabusée par le calvaire qu'elle vit au quotidien.

Images : Amazon.ca

RUES D'ICI ET D'AILLEURS

Les voies empruntées dans le domaine littéraire peuvent être bien différentes les unes des autres. Aussi, empruntons deux de ces rues nées de la mémoire et de l'imaginaire d'auteurs et auteures de talent.

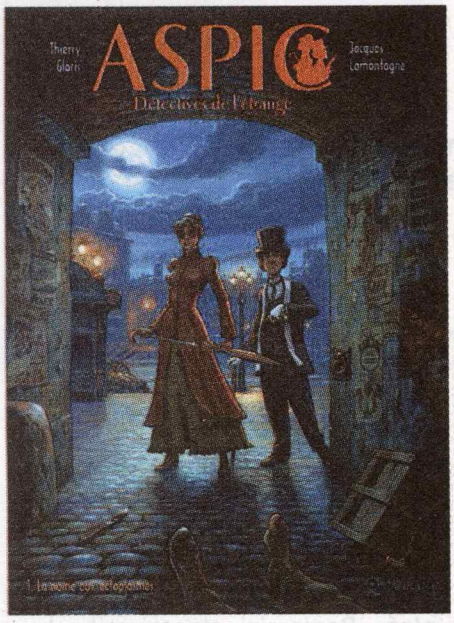
Sophie Ginoux
sophie@lagodasse.net



Mémoires d'Outre-Web, de Marie Clark
Éditions Hurtubise, janvier 2011
130 pages

En 2008, Marie Clark nous avait surpris avec un premier roman hors-norme, *Mes aventures d'apprenti chevalier presque entièrement raté,* dans laquelle elle nous faisait rencontrer pour la première fois le personnage de Benjamin, un petit garçon hyperactif et rejeté. Il semble qu'elle ait décidé de récidiver dans la même veine avec *Mémoires d'outre-Web.* Dans ce second opus, Benjamin a grandi, mais souffre toujours de dyslexie et d'hyperactivité. Tête de Turc à l'école, qu'il a plus ou moins abandonnée (à moins que ce ne soit le contraire) et fatigué de décevoir ses proches, il vit un véritable traumatisme quand sa meilleure amie Raph meurt dans des circonstances troublantes. En pleine crise identitaire, Benjamin est à la recherche de réponses. Il ne peut plus se satisfaire des exploits de Benji, le héros qu'il s'est créé au sein du fameux jeu interactif *War of Worldcraft*, un univers parallèle dans lequel il se réinvente. Il décide alors de faire se suicider ce héros virtuel et s'embarque, armé d'un bâton de pèlerin, dans un périple à travers les rues de Montréal. Cette dernière étant riche d'une faune particulière qui fourmille de bons et de méchants personnages, le parcours de Benjamin représentera pour lui une véritable quête, aussi trépidante que riche d'enseignements. Parallèlement à cette intéressante histoire, la véritable richesse de ce roman se trouve dans le style inimitable de Marie Clark. Ce dernier fait en sorte que le lecteur ou la lectrice s'accroche pendant une vingtaine de pages pour parvenir à plonger dans l'univers du personnage central. Effectivement, si, dans le premier volet, Benjamin s'exprimait de façon à un tel point diarrhéique que le seul point du roman se trouvait à la fin, ce second volet est quelque peu différent. En effet, les hyperboles ont investi le texte et se suivent sans queue ni tête, signes de la vision particulièrement fantasque que pose ce jeune homme sur le monde. Un monde cruel qu'il avait combattu plus jeune en se transformant en un chevalier à l'épée imaginaire, et dans lequel il revêt à présent l'armure d'un héros virtuel en quête de réponses sur la vie, la mort et la société. Une belle réussite!

Aspic, Détectives de l'étrange
Une série de Thierry Gloris et Jacques Lamontagne
T1 : La naine aux ectoplasmes
Éditions Quadrants, 2010
48 pages



Jacques Lamontagne n'a pas fini de nous étonner. Après les séries à succès *Moréa* et *Druides*, ce magicien du crayon s'est lancé le défi de camper le Paris du XIXe siècle, à travers l'histoire savoureuse de détectives privés très particuliers. Un pari réussi, puisque le premier tome de cette saga, paru en 2010, s'est mérité le Prix Albéric-Bourgeois, qui récompense le meilleur album de langue française publié à l'étranger par un auteur, dessinateur ou scénariste québécois. Il va donc sans dire que la qualité est au rendez-vous, une fois de plus. D'excellentes habiletés de dessinateur étaient nécessaires pour soutenir le scénario à la fois imaginatif et pointu de Thierry Gloris, qui a pris plaisir à plonger dans la révolution moderniste qui s'emparait de la métropole française à cette époque. L'histoire de ce premier tome débute dans le cabinet de la plus célèbre des médiums parisiennes, qui se fait sauvagement assassiner ; il ne reste d'elle que deux globes oculaires sanguinolents parmi des poupées de porcelaines brisées jonchant le sol. Pour Auguste Dupin, détective chevronné et scientifique pointilleux, l'explication est logique ; il suffit de la trouver. Il lui faut cependant s'embarrasser de son extravagante assistante, Flora Vernet, une des premières femmes diplômées et antithèse vivante de ce que la gent féminine attendait alors de la vie. Têtue, ambitieuse et instinctive, elle ajoutera une touche de piquant et de folie très agréable à ce récit. Enfin, pour ce qui est du caractère graphique de cette bande dessinée, il est exceptionnel. On reconnaît le trait de Jacques Lamontagne, droit, précis, fouillé. Sous ses doigts, les intérieurs bourgeois, les rues pavées, les marchés, les hôtels particuliers, jusqu'au théâtre de Guignol du XIXe siècle resurgissent du passé comme si le dessinateur avait vécu à cette époque. On a droit au fruit d'un travail de recherche d'ordre chirurgical qu'il faut saluer bien bas. La palette des couleurs est également très intéressante, permettant au lecteur de vivre plusieurs ambiances et de se repérer dans le temps. Cette série *Aspic* commence donc sa vie de belle manière, et il ne nous tarde à présent qu'une chose surviennent : l'arrivée du second tome en libraire, prévue pour ce printemps!

Philip Larouche

C'est bien
meilleur quand
c'est Organique.

l'organe

recrute

chefs de pupitre
journalistes
photographes
bureaucrates
collaborateurs